



Le Sahel

NUMERO
9771

JEUDI
15 Août 2019

150 FCFA

Sciences et technologie

Les compléments alimentaires pour protéger le cœur seraient inutiles

P 15

● Point de presse du président de la Délégation Spéciale de la Ville de Niamey

Engagement ferme pour l'ordre, l'hygiène et l'assainissement



M. Mouctar Mamoudou (au centre) lors du point de presse

Seini Moussa ONEP

Le président de la Délégation Spéciale de la Ville de Niamey, M. Mouctar Mamoudou a animé, hier matin, un point de presse dans la salle de réunion de l'hôtel de ville. «L'ordre, la sécurité, l'hygiène et l'assainissement dans la ville de Niamey» sont les points développés au cours de ce point de presse. A l'entame de son propos, M. Mouctar Mamoudou a rappelé le travail d'information, de communication et de sensibilisation fait, afin de conscientiser la population sur tous les maux qui minent la ville. Il a rappelé toutes les réunions tenues avec l'ensemble des différentes couches sociales (les commerçants, les chefs des quartiers et villages, les organisations de la société civile, etc), sur ces questions de l'ordre et de la discipline mais aussi sur

la salubrité urbaine. Ces rencontres, rappelle-t-il, ont été suivies par des campagnes médiatiques et des déplacements à la rencontre des populations qui ont permis de toucher un grand nombre des personnes qui ont été entretenues sur toutes ces questions. Il a salué au passage les mobilisations spontanées de la population pour des actions de salubrité dans la ville. «Je tiens d'abord à saluer toutes celles et tous ceux qui se sont investis et ont compris ce message. Parce qu'il y'en a ceux qui ont compris qu'il faut garder son ménage et son cadre de vie propre», a dit le Président de la Délégation Spéciale, tout en réitérant l'engagement de la ville et de toutes les parties prenantes dans ce travail à continuer les efforts.

P.3

● Musée National Boubou Hama



DR

Un véritable centre d'attraction pour les plus jeunes aux lendemains des fêtes

P. 2

● Interview du président de l'Association Nigérienne d'Intelligence Economique (ANIE)

«L'ANIE ambitionne donc de développer les capacités institutionnelles et individuelles en intelligence économique et de promouvoir un environnement favorable aux métiers d'intelligence économique au Niger», déclare M Boulamine Moustapha

P. 5

● Récupération de la ferraille à Niamey

Une activité florissante à impact positif sur le chômage et la préservation de l'environnement urbaine

PP. 8-9

Musée National Boubou Hama

Un véritable centre d'attraction pour les plus jeunes aux lendemains des fêtes

Comme d'habitude à l'occasion des fêtes, le musée national Boubou Hama de Niamey organise des activités récréatives dans le cadre de la célébration de la Tabaski. Pour cette fête plusieurs spectacles sont aux menus du 11 au 17 août : visites guidées du Musée, de la danse, de la musique, des jeux-concours permettant aux visiteurs de gagner des cadeaux etc. Durant ces festivités ce centre culturel ne désemplit avec l'affluence du public, surtout des jeunes de la communauté urbaine de Niamey et des villages environnants.

Le musée national qui comprend un jardin zoologique, est aussi un centre culturel qui offre ainsi au visiteur l'occasion de voir la faune du Niger et d'ailleurs, de voir certaines expressions des traditions nigériennes etc. Pendant et après les fêtes religieuses, plusieurs endroits, accueillent les jeunes qui ont besoin de se distraire. A chaque fête religieuse, le musée Boubou Hama de Niamey ouvre ses portes pour les visiteurs afin de leur permettre de jouir de toutes les offres artistiques et culturelles entrant dans le cadre des festivités. Cette fois encore, le musée national Boubou Hama de Niamey a suscité de l'engouement auprès de la population (particulièrement les jeunes). Ils viennent de tous les quartiers de Niamey et des villages environnants pour venir visiter le musée et ses offres.

Le premier jour de cette fête de Tabaski, le 11 août visiteurs

sommes dit qu'il faut bien encadrer ces fêtes-là. Et il faut organiser beaucoup de manifestations pour que ces jeunes qui viennent dans ces lieux se sentent comme chez eux. Dans le temps, les enfants venaient, mais il n'y avait pas d'activités festives. Présentement au niveau de l'animation, il y a des groupes de musique qui sont entrain de distraire le public. Il y a aussi plusieurs jeux, que nous appelons des kermesses où les enfants jouent et gagnent en même temps, il y a des salles qui sont dégagées pour permettre aux enfants de danser » affirme un responsable du musée national Boubou Hama de Niamey.

Pour le deuxième et les jours suivants, la fête de Tabaski c'est la satisfaction totale pour les organisateurs. Le nombre des visiteurs a connu une grande affluence à l'occasion de cette fête de Tabaski. De la mairie centrale, en passant par le CCFN, les visiteurs font la



... envahissent, le musée Boubou Hama

musée. « Nous allons poursuivre et continuer de venir avec nos enfants, jusqu'au week-end », affirme M. Moussa Garba.

Le petit commerce s'est développé au sein du Musée

Les visiteurs sont surtout les enfants et les jeunes qui passent toute la journée à l'intérieur du musée. C'est pourquoi, certains profitent de cette occasion pour créer un petit commerce au sein du musée et aux alentours. M. Mahamane Noura se frotte les mains durant ces jours de fête de Tabaski. Il vend du Yaourt, des jus, du gâteau, etc. « Nous vendons des produits frais et glacés. Nous le faisons pour répondre au besoin des visiteurs. Je viens ici avec mes enfants. Ce petit commerce que nous développons au sein du musée et aux alentours nous rapporte beaucoup. Au cours de ces journées, de fête, je gagne plus. J'ai une boutique ailleurs, mais compte tenu du nombre de visiteurs, nous nous déplaçons pour nous installer au musée. Nous profitons beaucoup de cette belle occasion » se réjouit le vendeur.

Un autre vendeur des jouets lui souligne qu'en pareille occasion les jeunes enfants sont plus attirés par ces articles. « Nous apportons du tout ce qui peut amuser les enfants, ils achètent ces petits jouets, les voitures, les motos, les vélos ; les petits ballons ; les lunettes tous ces articles sont en plastique. Nous les vendons à vil prix ; car c'est le moment idéal pour écouler nos produits. Nous faisons des bénéfices importants et nous encourageons ces manifestations culturelles »

dit-il

Des troupes culturelles se relayent au niveau de la tribune pour égayer le public

La particularité de l'organisation de cette année est la diversification des offres, notamment, les jeux de kermesse, les prestations artistiques et culturelles, etc. mais aussi le nombre des jours de festivités. Dans le gazon du musée où un podium a été placé, plusieurs artistes ont fait des prestations culturelles. On peut citer parmi ces artistes, ceux de la troupe "Dandi Gari", le jeunes du groupe "Star Boys", la troupe "Rana" des groupes de danses, des groupes de "Dandali soyyaya et plein d'autres artistes traditionnels. « Nous sommes plus que jamais déterminés pour accompagner le musée à l'occasion de cette fête de ramadan. Les organisateurs ont fait appel à nous pendant ces moments de réjouissances et nous allons assurer, comme lors de toutes les éditions des animations culturelle » assure un artiste (danseur) du groupe de danse Star Boys.

Mme Niandou Kadi, chargée de communication du musée Boubou Hama de Niamey, affirme que les activités entrant dans le cadre de fête de Tabaski sont étalées sur un programme de cinq (5) jours, contrairement à la fête de ramadan où c'est 3 jours. « Comme d'habitude nous faisons un calendrier de trois jours. Puisque l'engouement est satisfaisant on continue la fête jusqu'au week-end » précise Mme Niandou. « Depuis plus de 10 ans le Musée Boubou Hama organise ces genres de festivités, c'est ce

qui nous donne une grande envie de continuer. A cela s'ajoute la grande demande en matière d'animations. Pour la jeunesse de Niamey et ses environs je crois que c'est une opportunité de venir s'amuser » dit-elle.

La chargée de communication du musée Boubou Hama de Niamey a par ailleurs lancé un appel aux parents qui envoient leurs enfants au Musée de les faire accompagner par un adulte et de venir avec des tapis et des nattes pour que les enfants puissent se reposer sous les arbres. La population a donc quelques jours pour visiter les locaux de ce centre culturel en ce moment de fête de Tabaski, pour apprécier les offres de ce joyau national qui reste un cadre favorable de réjouissances au moment des fêtes. Pendant ce moment de fête, les prix d'entrées au musée restent les mêmes, ils sont inchangeables 200 FCFA pour les enfants et 500 FCFA pour les adultes. Et les horaires des ouvertures du musée sont prévus tous les jours de 9h à 18h. Cette forte mobilisation des jeunes, qui ont pris d'assaut les locaux du musée montre la réussite de l'organisation des festivités de cette fête de Tabaski, et l'importance de ce cadre au moment des fêtes.

Un dispositif de sécurité, composé des éléments de la garde nationale, de la protection civile (sapeurs pompiers), des vigiles, etc. est mis en place pour garantir la sécurité dans le musée et aux alentours. Et un comité d'organisation composé d'une cinquantaine de membres coordonne et assure la réussite des manifestations.

Abdoul-Aziz Ibrahim Souley



Des milliers de jeunes...

(surtout les enfants) étaient aux portails du musée comme d'habitude. « Nous sommes là, depuis ce matin pour fêter avec nos amis dans la convivialité et dans l'ambiance du Musée » témoigne un enfant le jour de la fête. Selon les responsables du musée ces manifestations s'inscrivent dans le cadre la fête de Tabaski. Ces festivités sont organisées dans le but d'égayer et de distraire les enfants. « Nous sommes un centre culturel et nous nous

queue en file indienne pour pouvoir accéder au sein du musée. C'est pareil de l'autre côté vers la porte d'accès du deuxième échangeur du rond-point de martyrs. Une situation a créé un embouteillage monstre sur les grandes voies passant devant les entrées principales du musée.

Selon le visiteur Moussa Garba habitant d'un village environnant (Karey Gorou), cette année, les enfants sont sortis en masse pour la fête au

● *Point de presse du président de la Délégation Spéciale de la Ville de Niamey*

Engagement ferme pour l'ordre, l'hygiène et l'assainissement

Le président de la Délégation Spéciale de la Ville de Niamey, M. Mouctar Mamoudou a animé, hier matin, un point de presse dans la salle de réunion de l'hôtel de ville. « L'ordre, la sécurité, l'hygiène et l'assainissement dans la ville de Niamey » sont les points développés au cours de ce point de presse.

A l'entame de son propos, M. Mouctar Mamoudou a rappelé le travail d'information, de communication et de sensibilisation fait, afin de conscientiser la population sur tous les maux qui minent la ville. Il a rappelé toutes les réunions tenues avec l'ensemble des différentes couches sociales (les commerçants, les chefs des quartiers et villages, les organisations de la société civile, etc), sur ces questions de l'ordre et de la discipline mais aussi sur la salubrité urbaine. Ces rencontres, rappelle-t-il, ont été suivies par des campagnes médiatiques et des déplacements à la rencontre des populations qui ont permis de toucher un grand nombre des personnes qui ont été entretenues sur toutes ces questions. Il a salué au passage les mobilisations spontanées de la population pour des actions de salubrité dans la ville. « Je tiens d'abord à saluer toutes celles et tous ceux qui se sont investis et ont compris ce message. Parce qu'il y'en a ceux qui ont compris qu'il faut gar-

der son ménage et son cadre de vie propre», a dit le Président de la Délégation Spéciale, tout en réitérant l'engagement de la ville et de toutes les parties prenantes dans ce travail à continuer les efforts.

Des sanctions annoncées contre tous les contrevenants

M. Mouctar Mamoudou déplore avec amertume, le comportement de certains habitants de la ville de Niamey qui ont du mal à suivre les consignes d'hygiène et d'assainissement et de Sécurité. Ce point de presse, animé en présence de tous les acteurs, dit-il, a pour objectif d'informer la population et les agents en charge de veille, que ce travail de communication et de sensibilisation sera accompagné de la dernière phase qui est la sanction. «A partir de maintenant, les brigadiers, vous avez pour consigne de verbaliser tous les ménages, sociétés et commerces. C'est dire que sur



M. Mouctar Mamoudou (au centre) lors du point de presse

toute installation dans la ville de Niamey, les responsables ont l'obligation de tenir les lieux propres, sinon vous leur adressez une amende et une contravention, en cas de refus vous leur adressez systématiquement une convocation au commissariat le plus proche. Nous allons mettre tous les outils et tous ce qu'il vous faut dans l'accomplissement de votre mission pour que cela se vulgarise dans toute la ville de Niamey. La Police Nationale et la Police Municipale seront là pour vous accompagner. La ville de Niamey a grandi, son visage a changé positivement. Nous ne pouvons plus tolérer des pratiques et des comportements visant à mettre en cause cet acquis et à ternir l'image de notre ville», a indiqué le

président de la Délégation Spéciale de la Ville de Niamey.

Ces mesures concerneront également, la mendicité, l'occupation anarchique des espaces publics, les animaux errant, l'abattage clandestins, les étalages des commerces sur la voie express notamment aux alentours du grand marché. « Toute personne qui serait prise dans une de ces situations sera sanctionnée sans complaisance », a martelé le président de la Délégation Spéciale, tout en insistant que les brigadiers en charge de l'assainissement de la ville de Niamey sont désormais instruits à infliger des sanctions conformément à la loi.

Au-delà des investissements faits dans la ville de Niamey, des efforts sont en train d'être faits pour mettre de l'ordre, la sécurité et rendre propre cette ville conformément à la volonté des plus hautes autorités de notre pays. C'est dans son intérêt, la population de Niamey, qu'elle doit contribuer à mettre de l'ordre dans la ville et à assainir cette ville. Les autorités de la ville de Niamey, a indiqué le Président de la Délégation Spéciale, sont disponibles à accompagner toutes les initiatives des populations visant à assurer l'ordre et la sécurité mais aussi à assainir cette ville de Niamey.

Le Président de la Délégation Spéciale de la Ville de Niamey a profité de cette occasion pour annoncer des dures sanctions contre les personnes qui s'installent ou qui se réinstallent sur les lieux déguerpis. La Police Nationale est instruite à mener un contrôle systématique dans toute la ville. Cette même mesure sera infligée aux récidivistes pour non port de casques. « Toute personne qui revient sur ces lieux a commis un délit et cette personne sera conduite directement au Commissariat. Nous devons durcir le ton, nous devons être fermes. C'est le message que je tiens à apporter à la population et aux agents en charge de toutes ces questions. Zéro tolérance aux personnes qui ne respectent pas ces règles. Il faut de l'ordre dans cette ville. Si nous arrivons à instaurer cela nous pouvons sauvegarder tous ces acquis de transformations positives de la ville de Niamey. Toutes ces réalisations s'il n'y a pas d'ordre, les générations futures ne vont pas en bénéficier. Il est donc de notre responsabilité individuelle et collectivement de sauvegarde ces acquis », a déclaré Mouctar Mamoudou tout en remerciant les agents de la Ville de Niamey pour le travail qu'ils accomplissent.

Ali Maman



Une vue des participants

Seini Moussa ONEP

Seini Moussa ONEP

UMDA-TITRES ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

RESULTATS DE L'EMISSION D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES DU TRESOR DU TOGO DU 09 AOÛT 2019

L'Agence UMDA-Titres (AUT), en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le vendredi 09 août 2019, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Togo, l'émission d'Obligations Assimilables du Trésor (2^{ème} tranche) à trois (3) ans pour un montant de 20 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Togo en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 09 août 2019, suivant un système d'enchères à prix multiples, a enregistré les résultats ci-dessous :

Résultats de l'émission	
Montant global des soumissions (en FCFA)	28 557 280 000
Dont OMC	1 000 000 000
Montant retenu (en FCFA)	22 000 000 000
Dont OMC	1 000 000 000
Prix Marginal	98,5000%
Prix Moyen Pondéré	99,1858%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	6,75%
Nombre de soumissions	47
Nombre de Participants directs	19
Taux de couverture	147,78%
Taux d'absorption	74,43%

L'Agence remercie, au nom du Trésor Public du Togo, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 09 août 2019

Le Directeur
Adrien DIOUF

11 439 Avenue de l'Indépendance - Tél : +221 33 839 10 10 - Courriel : agences@umda-titres.org - www.umda-titres.org

UMDA-TITRES **AVIS D'APPEL D'OFFRES
ÉMISSION PAR ADJUDICATION
DU 20/08/19**

BONS DU TRESOR

L'AGENCE UMDA-TITRES ET LE TRESOR DE CÔTE D'IVOIRE
invitent à la souscription de bons du Trésor à court terme en vertu d'un appel d'offres.
Pour le détail de l'offre de Bons du Trésor à court terme voir le présent avis.

CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

ÉMETTEUR	ÉTAT DE CÔTE D'IVOIRE
MONTANT MIS EN ADJUDICATION	25 000 MILLIONS DE FCFA
VALEUR NOMINALE UNITAIRE	1 MILLION DE FCFA
DURÉE	91 JOURS
TAUX D'INTÉRÊT	MULTIPLES
DATE DE VALEUR	MERCREDI 21 AOÛT 2019
ÉCHÉANCE	MARDI 19 NOVEMBRE 2019

DÉPÔT DES SOUMISSIONS

Date : Mardi 20 août 2019 à 10h30mn TU (Heure locale)

Les offres seront reçues à travers l'application **SAGETIX-UMDA**.

Les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance.
Les intérêts sont payables à l'échéance et précomptés sur la valeur nominale des bons.

Débat N° 23 août 2019

Le Directeur de l'Agence UMDA-Titres
M. Adrien DIOUF

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique de la République de Côte d'Ivoire
M. Kouamé Jacques ASSANDRE

Cette émission est organisée avec le concours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.
Pour plus d'informations, merci de contacter l'Agence UMDA-Titres :
email : agences@umda-titres.org / Tel : +221 33 839 10 10 / Fax : +221 33 829 45 57



Marchés Publics

République du Niger
Région de Tahoua
Département de Tahoua
Commune de Bambaye

Avis de Demande de Renseignements et de Prix

N°002/BBY/2019 Relatif à l'achat de semences herbacées

- Le présent avis fait suite au Plan Prévisionnel de Passation de Marchés publié dans le Bulletin Bimensuel d'Information N°0013 du 1^{er} au 15 Juillet 2019;
- La Commune de Bambaye invite les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli cacheté pour la fourniture de semences herbacées en un seul lot ;
- Le délai d'exécution est de **dix (10) jours** ;
- La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales ou groupements desdites personnes en règle vis-à-vis de l'Administration (voir détails dans instructions aux soumissionnaires) pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension ;
- Les candidats intéressés peuvent obtenir un complément d'information et consulter gratuitement le dossier de Demande de Renseignements et de Prix au secrétariat général de la Commune de Bambaye ou au Siège du projet pôle ruraux sis dans l'enceinte de la Direction Régionale de l'Agriculture de Tahoua les jours ouvrables de 9 heures à 17 heures ;
- Tout candidat éligible, intéressé par le présent avis, doit acheter un jeu complet du dossier Demande de Renseignements et de Prix, auprès du Receveur Municipal de la Commune de Bambaye moyennant paiement d'un montant non remboursable de vingt mille (20 000) F.CFA.
- En cas d'envoi par la poste ou tout autre mode de courrier, les frais y afférents sont à la charge de l'acheteur et l'Autorité contractante ne peut être responsable de la non réception du dossier par le candidat ;
- Les offres présentées en un original et deux (2) copies, conformément aux Instructions aux Soumissionnaires devront parvenir ou être remises au Secrétariat Général de la commune de Bambaye au plus tard le 25/08/ 2019 à 09 heures précises ;
- L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10h 00 mn dans la salle de réunion de la commune de Bambaye en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister ;
- Par décision motivée, la commune de Bambaye se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie de la présente Demande de Renseignements et de Prix.

Samaila Baki

N°001/BBY/2019 Relatif à l'achat de petits Matériels et Pharmacie

- Le présent avis fait suite au Plan Prévisionnel de Passation de Marchés publié dans le Bulletin Bimensuel d'Information N°0013 du 1^{er} au 15 Juillet 2019 ;
- La commune de Bambaye invite les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli cacheté pour la fourniture de petits matériels et pharmacie en un seul lot ;
- Le délai d'exécution est de **dix (10) jours** ;
- La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales ou groupements desdites personnes en règle vis à vis de l'Administration (voir détails dans instructions aux soumissionnaires) pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension ;
- Les candidats intéressés peuvent obtenir un complément d'information et consulter gratuitement le dossier de Demande de Renseignements et de Prix au secrétariat général de la Commune de Bambaye ou au Siège du projet pôle ruraux sis dans l'enceinte de la Direction Régionale de l'Agriculture de Tahoua les jours ouvrables de 9 heures à 17 heures ;
- Tout candidat éligible, intéressé par le présent avis, doit acheter un jeu complet du dossier Demande de Renseignements et de Prix, auprès du Receveur Municipal de la Commune de Bambaye moyennant paiement d'un montant non remboursable de trente mille (30 000) F.CFA.
- En cas d'envoi par la poste ou tout autre mode de courrier, les frais y afférents sont à la charge de l'acheteur et l'Autorité contractante ne peut être responsable de la non réception du dossier par le candidat ;
- Les offres présentées en un original et deux (2) copies, conformément aux Instructions aux Soumissionnaires devront parvenir ou être remises au Secrétariat Général de la commune de Bambaye au plus tard le 25 août 2019 à 09 heures précises ;
- L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10h 00 mn dans la salle de réunion de la commune de Bambaye en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister ;
- Par décision motivée, la commune de Bambaye se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie de la présente Demande de Renseignements et de Prix.

Samaila Baki

République du Niger Maire de la Commune Rurale de Bambaye Avis d'Appel d'Offres Ouvert Cas sans pré qualification

- Cet Avis d'Appel d'Offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés (Éventuellement) paru dans le Bulletin Bimensuel d'Information N°0013 du 1^{er} au 15 Juillet 2019.
- Le Maire de la Commune Rurale de Bambaye a obtenu des fonds du projet pôles ruraux (PPR), afin de financer l'acquisition et le transport des plants forestiers, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché AOO N°001/CRBBY/2019.
- Le Maire de la Commune Rurale de Bambaye sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison des plants forestiers suivants : *acacia senegal, acacia seal, Nilotica, Bohinea et Zizufus*.
- La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics aux articles 29 et 30 du code des marchés publics et des délégations de service public, et ouvert à tous les candidats éligibles.
- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Commune Rurale de Bambaye; tel : 96272807 mail : samaila1962@gmail.com et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Commune Rurale de Bambaye; tel : 96272807 mail : samaila1962@gmail.com de 8h à 17h.
- Les exigences en matière de qualifications sont : Voir les DPAO pour les informations détaillées.
- Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement¹ d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) en FCFA** à l'adresse mentionnée ci-après Commune Rurale de Bambaye. La méthode de paiement sera par virement et en tranche. Le Dossier d'Appel d'offres sera adressé à la Commune Rurale de Bambaye.
- Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après Commune Rurale de Bambaye; **au plus tard le 05 Septembre 2019 à 9h00**.
Les offres déposées après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres ne seront pas acceptées.
- Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de 60 jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 18.1 des IC et aux DPAO.
- Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le 05 septembre 2019 à 10h00mn à l'adresse suivante :
Salle de Réunion de la Commune Rurale de Bambaye.

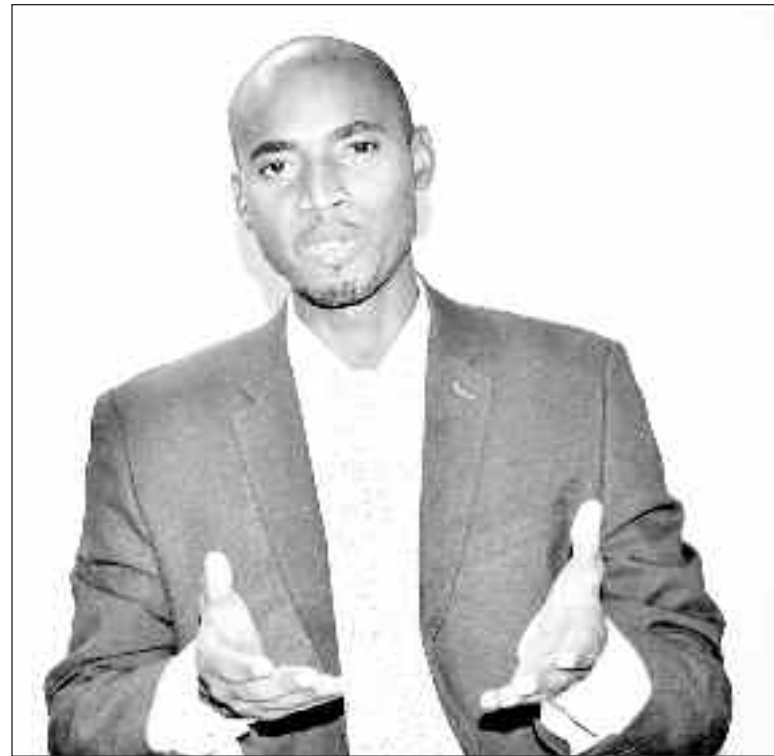
Samaila Bak

¹ Le prix demandé doit être un juste prix c'est-à-dire destiné à rembourser l'Autorité contractante du coût d'impression du DAO, du courrier et d'acheminement du dossier d'Appel d'offres. Les niveaux du prix ne doivent pas dissuader les candidats de participer à la procédure de mise en concurrence.

● *Interview du président de l'Association Nigérienne d'Intelligence Economique (ANIE)*

«L'ANIE ambitionne donc de développer les capacités institutionnelles et individuelles en intelligence économique et de promouvoir un environnement favorable aux métiers d'intelligence économique au Niger», déclare M Boulamine Moustapha

Le Concept d'Intelligence Economique est certes nouveau au Niger. Mais au fil des années, il apparait clairement que ce concept est devenu de plus en plus incontournable pour les entreprises tout comme les administrations publiques qui veulent comprendre la marche du monde. Mais, peu de gens s'intéressent aux études visant à approfondir les connaissances dans ce domaine pourtant extrêmement important, dans un monde en perpétuel mutation où les entreprises et les institutions publiques ont besoin de toutes les informations liées à la sécurité de leurs produits à travers une veille stratégique de toutes les menaces et les opportunités qui s'offrent à elles afin de prendre les décisions qui s'imposent au moment opportun. M. Boulamine Moustapha est l'un des rares Nigériens ayant tenté l'aventure d'approfondir ses connaissances en Intelligence Economique. Economiste, et diplômé de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, M. Boulamine est aujourd'hui un expert dans ce domaine après avoir suivi plusieurs formations à l'international, notamment à l'école nationale d'administration en France sur l'intelligence économique, à l'école nationale d'administration publique au Canada sur l'évaluation du développement, à V.V Giri national labour institute en Inde sur le leadership et à Academy International for Business Officials en Chine sur l'économie circulaire. Par ailleurs, il a aussi travaillé pour le compte des institutions internationales comme la coopération allemande (GIZ) et nationales comme le ministère du Plan avant de créer l'Association Nigérienne d'Intelligence Economique (ANIE). M. Boulamine parle dans cette interview de la pertinence d'une telle association dans un Niger en quête de son développement socio-économique.



M. Boulamine Moustapha

● Kader Amadou / ONEP

Monsieur Boulamine Moustapha, l'Intelligence Economique est un domaine nouveau au Niger, que renferme ce concept ? Et quelle est son utilité pour les administrations publiques et les entreprises privées de notre pays ?

Je voudrais en toute humilité, avant de vous répondre, vous remercier, remercier les responsables de ce prestigieux journal pour nous avoir donné l'opportunité de nous adresser à vos lecteurs ; je suis honoré et heureux d'être dans vos bureaux.

A présent pour répondre à votre première question, je dirai qu'à l'échelle macro la définition de M. Bernard Carayon me paraît plus complète : « L'Intelligence Economique (IE) est une politique publique d'identification des secteurs et des technologies stratégiques, d'organisation de la convergence des intérêts entre la sphère publique et la sphère privée. C'est une politique publique se définissant par un contenu et par le champ de son application. Le contenu vise la sécurité économique. Il doit définir les activités que l'on doit protéger et les moyens que l'on se donne à cet effet. Il détermine comment accompagner les entreprises sur les marchés mondiaux, comment peser sur les organisations internationales où s'élaborent aujourd'hui les règles juri-

diques et les normes professionnelles qui s'imposent aux Etats, aux entreprises et aux citoyens. »

L'Intelligence Economique remplit trois fonctions : la veille, la sécurité et l'influence

Au niveau micro, donc de l'entreprise, l'Intelligence Economique remplit trois fonctions : la veille, la sécurité et l'influence. La veille, qu'elle soit stratégique, commerciale, concurrentielle, technologique, juridique ou normative, permet de collecter et de traiter, de façon coordonnée, des informations sur son environnement. Quant à la sécurité, elle a trait aux actions de protection des informations stratégiques et sensibles. En fin, l'influence consiste pour une entreprise à propager des informations ou des normes de comportement et d'interprétation qui favorisent sa stratégie.

L'Intelligence Economique est très utile pour notre pays en raison des trois ruptures majeures suivantes : L'obligation de répondre à la globalisation. Cette dernière étant synonyme d'ouverture des frontières, de libéralisation et d'interdépendance accrues. Elle influe sur les stratégies des Etats et des entreprises : leurs champs d'actions, leurs marges de manœuvre et les moyens à leur disposition.

Aucun domaine n'est exclu, ainsi on parle de globalisation des opportunités en termes d'enrichissement culturel, technologique et économique mais aussi de globalisation des menaces liés aux insécurités globales (insécurité des personnes ; insécurité culturelle ; insécurité économique ; etc.). En effet, face à l'interconnexion des économies avec ses implications en matière d'accroissement de la concurrence, pour survivre, nous devons accroître la compétitivité de nos entreprises et de notre nation, en construisant et en mettant en œuvre des stratégies gagnantes. C'est pourquoi, certains pays rivalisent d'ingéniosité dans la mise en œuvre de leur stratégie de puissance. Au Niger, la création du Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS) témoigne de la longueur d'avance du président de la République SEM Issoufou Mahamadou sur ces questions. Cependant le CNESS, dans son fonctionnement actuel, est beaucoup plus orienté sur des questions de défense que d'économie par exemple. Hors, ne perdons pas de vue que les rapports de force existent toujours au niveau politique, militaire et économique. Par conséquent, si nous voudrions gagner en efficacité et accélérer le rythme auquel nous nous développons, il s'avère indispensable de ré-

habiliter ou de créer une institution centrale dédiée et coordonnée à un niveau élevé de l'Etat, qui se chargera de mobiliser l'intelligence collective, la communauté des experts géo-stratèges, géo-économistes, etc., pour identifier les secteurs stratégiques prioritaires au niveau national et élaborer une stratégie de puissance tout en accompagnant les structures de l'Etat, des collectivités territoriales, des centres de recherche et des entreprises dans la mise en place des dispositifs de veille.

L'avènement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) avec le passage à l'économie immatérielle. En effet, l'entrée dans le cyber espace a révolutionné le monde et provoqué l'émergence de nouvelles références. Parlant des NTIC, le philosophe Michel Serres disait : « nous sommes face à la troisième grande révolution de l'humanité après l'écriture et l'imprimerie ». Abordant dans le même sens, le géo-stratège français Alain Juillet, tout en appelant à un changement de mentalité et de prise de conscience, nous rappelle combien les outils et technologies du cyber espace comme le Big data ou l'intelligence artificielle nous permettent de réduire considérablement le niveau d'incertitude décisionnelle et de passer d'une gouvernance réactive à une gouvernance prédictive.

De plus, les NTIC nous permettent de passer des modes de gouvernances traditionnelles (l'organisation en modèle pyramidal) issues de la deuxième guerre mondiale à des modes de gouvernance se fondant sur la mobilisation de l'intelligence collective (l'organisation en réseau). Cette nouvelle forme de gouvernance a l'avantage de renforcer davantage la démocratie et la pérennité des projets et initiatives publiques par leur légitimation car ayant recueilli l'adhésion et l'appropriation des populations. La communauté des experts en intelligence économique et stratégique, une fois mobilisée, pourrait aider dans la définition d'un modèle d'intelligence collective propre à notre pays.

Le réchauffement climatique avec la montée de l'économie circulaire et solidaire. La persistance des déséquilibres environnementaux nous impose de revoir nos modes de productions, de consommation et de répartition de la richesse. La réponse à ce phénomène climatique passera par le déploiement de l'intelligence écologique. En effet, les outils et méthodologies de l'intelligence économique et stratégique nous permettent de définir et de mettre en œuvre des modèles de gouvernance pouvant contenir les effets du réchauffement climatique tout en garantissant la compétitivité et la

(Suite page 7)



Lutheran World Relief
SUSTAINABLE DEVELOPMENT. LASTING PROMISE.

AVIS DE RECRUTEMENT

Lutheran World Relief, une organisation non gouvernementale internationale, recherche des candidats qualifiés pour le recrutement d'un (e) **Responsable Régional (e) de la sécurité pour son bureau de l'Afrique de l'Ouest.**

Le/la Responsable Régional (e) de la sécurité sera chargé(e) d'évaluer régulièrement les risques, menaces et autres vulnérabilités affectant les opérations Lutheran World Relief et IMA en Afrique de l'Ouest, principalement au Burkina Faso, au Mali au et Niger.

En étroite collaboration avec les points focaux pour la sécurité de chaque pays, il /elle devrait analyser en permanence l'environnement et les caractéristiques de l'insécurité régionale, politique et socioculturelle dans les pays d'opération et les pays environnants. Il/elle sera également chargé(e) d'examiner régulièrement les systèmes de sécurité physique en place, de les améliorer au besoin et d'assurer la mise en œuvre régulière des améliorations. Ce poste est un élément clé de l'équipe de direction du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et, qui a une relation hiérarchique directe avec le directeur principal de la sécurité mondiale, basé à Baltimore, il/elle travaille plus étroitement avec les équipes régionales et nationales.

Les points focaux pour la sécurité (souvent le directeur de pays) assument des responsabilités importantes en matière de sécurité et de sûreté. Le/la responsable de la sécurité assurera le soutien et la supervision des aspects techniques de leurs rôles en matière de sûreté et de sécurité.

Les candidatures seront reçues **jusqu'au vendredi 23 août 2019.**

Pour obtenir une description complète du poste et les instructions sur la procédure à suivre pour postuler, veuillez consulter <https://lwr.org/jobs>.

AVIS DE RECRUTEMENT

La Laiterie DARIDO à Zinder cherche pour engagement immédiat un **Responsable de Production et Technique.**

Les Dossiers de candidature doivent être déposés à Zinder dans l'enceinte de la Laiterie.

Tel : 96975050/ 98 69 81 06 / 90 38 54 66



AVIS DE PERTE

Avis est donné par **Monsieur IBRAHIM DJIBO** de la perte de l'acte de cession d'immeuble non bâti, portant sur la parcelle K, de l'ilot 8836, du lotissement DJAMWAYE, au nom de **Monsieur IBRAHIM DJIBO.**

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de le déposer à l'Etude Maître DJIBRILLA MOUSTAPHA Oumarou, Notaire au Boulevard de la Liberté, BP 11.846 de la République du Niger Tél: 20-33-00.02

Pour Avis Le Notaire



Marchés Publics

République du Niger
Ministère Chargé des Relations avec
les Institutions
/Direction des Ressources Financières
et du Matériel

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC POUR L'ANNEE 2019

DONNEES SUR LA PASSATION DES MARCHES																			
Réf. No. (1)	Objet du marché	PRM		GENERALITES			DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES				EVALUATION DES OFFRES			EXECUTION					
				Mode de passatio n du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Accor d DGCM P/EF pour MNED (5)	Date de l'envoi du projet de DAO au CMP/E F (8)	Date de récep tion avis du PTF (8)	Date non objec tion du PTF (8)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de récept ion avis du CMP/ EF (13)	Date non objec tion du PTF (13)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approba tion par le CMP/EF et engagement comptable(1 5)	Délai d'exécu tion (16)	Source de Finance ment (17)	
1	Conception, production et réalisation de supports de relations publiques	DRFM	prévision	DRP	PM						19/10/19	25/10/19	25/10/19			03/11/19	04/11/19	1 Mois	Budget National
			réalisation																
2	Couverture médiatique dans le cadre de l'organisation de la journée des Institutions	DRFM	prévision	DRP	PM						19/10/19	25/10/19	25/10/19			03/11/19	04/11/19	1 Mois	Budget National
			réalisation																
3			prévision																
			réalisation																
...					PM														
COÛT TOTAL PREVISION																			
COÛT TOTAL REALISATION																			
ECART PREVISION ET REALISATION																			

AOO : Appel d'Offres Ouvert ; AOR : Appel d'Offres Restreint ; MNED : Marché Négocié par Entente Directe ; DGCM : Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics ; ARMP : Autorité de Régulation des Marchés Publics ; PTF : Partenaire Technique et Financier (Baillieur de fonds)

Le ministre
Monsieur Barkaï Issouf

Suite de la page 5

rentabilité économique de nos entreprises.

Vous venez de créer une association nigérienne d'intelligence économique, quelle est sa mission ; sa composition ; ses objectifs et comment fonctionne-t-elle ?

L'association nigérienne d'intelligence économique (ANIE) est née de la volonté des hommes et des femmes croyant à une nouvelle forme de gouvernance qui privilégie la mobilisation de l'intelligence collective pour la mettre au service exclusif du développement du Niger et de l'Afrique. L'ANIE, étant une association de développement, se fixe comme mission principale, la promotion de la bonne gouvernance à travers le développement des capacités institutionnelles et individuelles en intelligence économique et la promotion d'un environnement favorable aux métiers d'intelligence économique au Niger.

L'ANIE dispose de neuf (9) organes statutaires dont les plus importants sont l'Assemblée Générale qui est la plus haute instance délibérante, le comité de coordination qui est l'organe exécutif, le comité scientifique, le secrétariat permanent et les groupes thématiques qui sont des groupes de travail restreint sur des sujets éminemment stratégiques. Le siège de l'association est établi à Niamey sur la rive droite du fleuve à 200 mètres de l'institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS). Il offre un espace de travail convivial et de réseautage aux membres de l'association.

Quelle est la pertinence de la création d'une association d'intelligence économique au Niger ?

L'intelligence économique a permis à l'Occident de dominer le monde. Pendant plusieurs siècles, un petit nombre de pays se sont partagé les richesses mondiales. Aujourd'hui, avec un monde multipolaire et globalisé, le reste du monde s'est réveillé et veut sa part.

Comme l'a dit Alain Juillet que j'ai précédemment cité : « L'Afrique avec son atout majeur qui est sa jeunesse, est le continent qui va connaître la plus forte croissance au 21^e siècle. Cet extraordinaire dé-

veloppement ne sera pas identique dans tous les pays et l'écart va devenir important entre ceux qui sauront utiliser les pratiques de l'Intelligence Economique (IE) et ceux qui resteront en arrière ». Nombreux sont donc les pays qui utilisent les techniques de l'Intelligence Economique pour arriver à leurs fins. Au Niger, l'intelligence économique est peu connue et, par conséquent, peu an-

crée dans les entreprises comme dans les administrations publiques. L'ANIE ambitionne donc de développer les capacités institutionnelles et individuelles en intelligence économique et de promouvoir un environnement favorable aux métiers d'intelligence économique au Niger. De plus, l'ANIE correspond au besoin de réunir la communauté des experts et des praticiens de l'IE, dans un réseau de partage de la connaissance, et de les conduire à promouvoir leurs réflexions et méthodes au Niger comme à l'étranger. Avec cette association nous avons là, la capacité de mobiliser bénévolement donc à moindre cout l'intelligence collective internationale de la communauté des experts praticiens et chercheurs de l'IE, pour la mettre au service du développement du Niger. Notre pays a réussi l'organisation d'un sommet des chefs d'états de l'UA sur la Zlecaf et notre Président de la République a été désigné Champion. Nous devons maintenant préparer nos entreprises à devenir des championnes de la Zlecaf avant sa mise en œuvre effective en juillet 2020 et, dans ce cadre l'Intelligence Economique va se révéler indispensable aux entreprises qui veulent comprendre les tendances, connaître leur environnement et identifier les opportunités afin de bénéficier d'un avantage concurrentiel et d'un surcroit de compétitivité permettant de réagir plus vite et de mieux anticiper en construisant des stratégies gagnantes.

Notre pays a réussi l'organisation d'un sommet des chefs d'états de l'UA sur la Zlecaf et notre Président de la République a été désigné Champion. Nous devons maintenant préparer nos entreprises à devenir des championnes de la Zlecaf avant sa mise en œuvre effective en juillet 2020 et, dans ce cadre l'Intelligence Economique va se révéler indispensable aux entreprises qui veulent comprendre les tendances, connaître leur environnement et identifier les opportunités afin de bénéficier d'un avantage concurrentiel et d'un surcroit de compétitivité permettant de réagir plus vite et de mieux anticiper en construisant des stratégies gagnantes.

Une association d'intelligence économique nécessite comme toutes les autres associations des ressources à la fois financières et techniques pour réaliser les activités pré-



M. Boulamine Moustapha

vues. Quelles sont vos sources de financement ?

Comme premières ressources techniques mobilisables, les membres de l'association qui sont pour la plupart des experts ayant bénévolement choisi de mettre leur compétence au service de l'ANIE. Nous sommes aussi membres partenaires de plusieurs organisations aux niveaux international et régional. Et ces partenariats nous donnent la possibilité de mobiliser rapidement et de façon bénévole des experts internationaux en matière d'intelligence économique et stratégique. A titre indicatif, nous avons comme présidents d'honneur de notre association des éminentes personnalités du monde de l'IE, j'ai nommé l'ancien premier ministre Togolais SEM Agbeyomé Messan Kodjo et M. Philippe CLERC président de l'Association Internationale Francophone d'IE.

S'agissant des ressources financières, à ce stade, nous comptons principalement sur les cotisations et contributions volontaires des membres. Mais à l'issue de nos consultations, certains partenaires, dont nous préférons taire leurs noms, manifestent leurs intérêts pour nous accompagner.

Pour l'efficacité et la visibilité de vos actions sur le terrain, vous aurez besoin aussi des partenaires nationaux et internationaux, qu'est-ce que vous avez fait ou que prévoyez de faire dans ce sens-là ?

Au niveau international nous sommes membre de l'Association Internationale Francophone d'IE qui est la plus importante organisation en matière de promotion des pratiques d'IE dans la francophonie. Au plan régional, notre association est cofon-

datrice du Forum des Associations Africaines d'Intelligence Economique (FAAIE) dont le siège est établi à Dakhla au Maroc. Les rencontres annuelles du FAAIE sont placées sous le haut patronage de Sa majesté, le Roi Mohammed VI du Maroc et nos activités bénéficient souvent de financement de l'Agence Mar-

caine de Coopération Internationale (AMCI). Par ailleurs, nous sommes heureux d'annoncer que nous avons été élu vice-président du FAAIE et, à ce titre, nous avons convié deux éminentes personnalités nigériennes j'ai nommé le maire de Niamey M. Mamoudou Mouctar et M. Seydou Souley Mahamadou de IMPACT.COM.MEDIA, à la rencontre annuelle du FAAIE sur le thème de : Intelligence économique et perspectives des territoires en Afrique, tenu du 19 au 22 juin 2019 à Dakhla au Maroc. Le maire Mamoudou Mouctar, même s'il a accepté notre invitation, n'a malheureusement pu faire le déplacement au Maroc certainement à cause des impératifs liés à l'organisation du sommet des Chefs d'Etats de l'UA à Niamey. Mais tout de même la participation de notre pays à cette rencontre africaine était couronnée de succès avec en toile de fond la signature d'une convention

de partenariat entre l'ANIE et le FAAIE, en vue principalement de mettre en place un programme de renforcement des capacités en Intelligence Territoriale au Niger. Aussi, avec M. Seydou, nous avons présenté les progrès du Niger en matière d'intelligence territoriale à travers Niger 2.0 et Niamey Nyala.

Au plan national, d'abord nous nous réjouissons de la rapidité avec laquelle, le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur a signé l'arrêté portant autorisation d'exercice en République du Niger de l'ANIE et ceci témoigne donc de l'intérêt qu'accordent les autorités de notre pays à des initiatives pareilles.

Dans le cadre du lancement des activités de notre association, nous avons entrepris une tournée de prise de contact avec des responsables d'institutions publiques comme privées, c'est ainsi que nous avons rencontré le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger, M. Moussa Sidi Mohamed, à qui nous avons présenté notre association et avons été agréablement surpris de voir combien il était sensibilisé sur les enjeux liés à l'Intelligence Economique pour le développement de nos entreprises et de notre pays. Nous poursuivrons les prises de contact avec les responsables d'autres institutions aux fins d'établir à terme des partenariats.

● Réalisée par
Hassane Daouda

AVIS DE PERTE

Avis est donné par l'Etude de Maître BIZO MATSAHI LIMANE, Notaire à la résidence de Konni, face Bank Of Africa, Cel 96.97.91.63 de la perte du permis urbain d'habiter n°307 du 30/01/1980 de la parcelle n°E de l'ilot n°39 , Lotissement Complémentaire Sud-Sud-Ouest, établi par la Sous-préfecture de Konni au nom de Monsieur HAMA MADDOUGOU, demeurant à Konni Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé, de bien vouloir le déposer à l'Etude indiquée ou au service des affaires domaniales de la Mairie de Konni.

Maître BIZO MATSAHI LIMANE

Etude de Maître Djibo Hamsa Garba, Notaire, à la Résidence de Niamey (République du Niger), RUE LI 18. BP : 2444, Tel: 21.76.97.02

AVIS DE PERTE

Avis est donné par l'étude de Maître Djibo Hamsa Garba Notaire, à la Résidence de Niamey (République du Niger), RUE LI 18, de la perte de l'Acte de Cession d'Immeuble Non Bâti de la parcelle H de l'ilot 2822, lotissement Ext Kouara Kano, au nom de MR Mamane Malam Annou.

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer au service des affaires domaniales de la Communauté Urbaine de Niamey ou à l'étude ci-dessus indiquée

Maître Djibo Hamsa Garba

● Récupération de la ferraille à Niamey

Une activité florissante à impact positif sur le chômage et la préservation de l'environnement urbaine

"Il n'y a pas de sots métiers, il n'y a que de sottés gens", dit la citation. En effet, dans un monde où la vie sinon la survie devient de plus en plus difficile, voire aléatoire, aucun travail honnête, rémunérateur, n'est à rebuter ou à repousser. Beaucoup de Nigériens ont compris cela. Ce qui explique la pratique, par certains concitoyens des travaux, considérés comme usants et répugnants comme le curage de caniveaux, le ramassage des certains objets de récupération sur les dépotoirs mais aussi la récupération de la vieille ferraille, dans les dépôts d'ordure, dans les ménages et autres lieux. C'est à cette dernière activité que s'adonnent de nos jours beaucoup de jeunes comme moins jeunes. Ces personnes contribuent également à débarrasser notre environnement (maisons, services, rues, poubelles) des métaux inutilisables, rouillés et encombrants. Même s'ils gagnent peu, ces "nettoyeurs", appelé "boutali ko sakou"; "bouteilles ou sacs", contribuent, à leur manière, dans la lutte contre la pollution.

Poussant, à peine, sa brouette remplie de plusieurs types de débris de fer (jante, fer à repasser, moteur, disque d'embrayage, essieu, fer à construction, boulon, barre de fer,...), Moussa Dan Koma, le corps envahi par la sueur s'offre une pause, sous un arbre, du quartier Kalley Amirou. « J'ai visité plusieurs quartiers de Niamey pour ramasser ou pour payer ces lourdes ferrailles que je vais transporter au Marché Katako

», explique-t-il haletant. Il précise qu'il a dépensé au total 2.000 FCFA pour remplir sa brouette. Il compte en tirer au minimum 5.000 FCFA. «C'est dur ! Mais ça paye», reconnaît Moussa Dan Koma. « Cela fait 10 ans que je fais ce travail. Au début nous n'étions qu'une dizaine à faire ce boulot, que certains considèrent comme de bas étage. En ce moment, dès que nous sortons, en un temps record nous remplissons nos

brouettes, que nous venons vider à Katako pour ensuite repartir, à la recherche d'un autre stock. Il nous arrivait donc de faire trois à quatre voyages par jour. Et nous rentrons avec 10 à 15.000 FCFA à la maison», explique Dan Koma, âgé d'environ 45 ans. Mais aujourd'hui, selon lui, avec le nombre incalculable de personnes qui ont envahi la filière, il faut non seulement aller de plus en plus loin pour avoir ces vieilles ferrailles mais en plus, on en trouve plus dans la rue ou sur les dépôts d'ordures ; il faut en acheter. « Ces déchets de ferrailles nous coûtent de plus en plus chers, si encore on les trouve. Tous ces tas de fer qui ne remplissent même pas ma brouette m'ont déjà coûté 6.300 FCFA, même si j'arrive à les revendre je n'aurais pas plus de 8.000 FCFA, alors que j'aurais eu près de 13.000 FCFA, avec la même cargaison, il y a encore quelques années », se plaint Aboubacar Maman, un marchand de ferraille rencontré au quartier Dan Gao.



Une montagne d'ordures, lieu de prédilection des ferrailleurs

Au Nigéria et ailleurs on donne une seconde vie aux ferrailles

Elhadj Mahamadou Sanoussi, un commerçant nigérian, travaille au dépôt de ferraille du quartier Dan Gao. « Je viens de Kano, chaque trimestre je viens à Niamey pour acheter ces vieilles ferrailles, destinées à être recyclées au niveau de mon pays », témoigne-t-il. M. Sanoussi explique qu'il paye le kilo de ferraille, entre 300, 500 voire 700 FCFA, en fonction de la qualité et de l'ancienneté de la marchandise. «Les vieilles carcasses coûtent moins chère que les plus récentes, qu'on remarque à travers leurs poids et leurs aspects », indiquent-ils. Sans dire le montant exact du tonnage et du montant, le commerçant dit convoier, de Niamey à Birni Kebbi (Nigeria), à chaque voyage trimestriel, deux à trois camions (TLM), remplies de ferrailles et qui lui procurent 1 à 2 millions FCFA de bénéfices. Selon lui, ces métaux de récupération sont recyclés pour servir à fabriquer des pièces de rechange des voitures, de motos, de vélos, des ustensiles de cuisine, de matériels de construction, etc. qui sont parfois revendus ici au Niger et ailleurs. En bon connais-

seur de la filière, Elhadj Mahamadou Sanoussi, indique qu'au-delà du Nigéria, ces ferrailles et d'autres objets de récupération (électronique, plastiques, matériaux ménagers usés...) vont jusqu'en Chine et en Inde pour y être recyclés et pour avoir une seconde vie. Cette importante demande fait qu'aujourd'hui, tout y passe : pièces de voitures, vieux réfrigérateurs, machines à laver, barre de fer, etc. Pour paraphraser le célèbre chimiste Antoine Laurent de Lavoisier (1743-1794): « Rien ne se perd, rien ne se crée, tous se transforment ».

La récupération de la ferraille, une pratique qui profite aussi au «savoir-faire» traditionnel

La nouvelle tendance à l'utilisation, de plus en plus fréquente des ustensiles de cuisines, des matériels de cultures, de coiffures traditionnelles et autres usages du quotidien, fait que cette ferraille de récupération intéresse du monde et lui augmente de la valeur aux yeux des ferblantiers (qui fabrique ou qui vend des outils ou ustensiles en fer-blanc, souvent ménagers et de jardinage, en acier galvanisé, tels que les casseroles, bassines,



Amas de pièces de fer récupérées par les ferrailleurs

assiettes, etc ; des forgerons qui ont pour matières premières: les ferrailles et épaves de voitures de tous genres souvent encombrants ainsi que des fondeurs qui, quant à eux, se préoccupent des matières en aluminium pour produire des marmites présentes dans presque tous les ménages dans notre pays. Cette ferraille permet aux ménages, aux bouchers, aux cultivateurs, aux transformateurs de métaux d'avoir des outils de travail disponibles et à moindre coût. Ce qui, à long ou moyen terme aura un impact positif certain sur l'économie familiale et même nationale. Ceci est encore plus visible lors des fêtes et autres activités comme celle de Tabaski, que vient d'être célébrée. La gestion du secteur de la ferraille est prise en charge principalement par le secteur informel. Or, rester dans l'informel n'est pas une solution lorsque l'on sait que ce secteur a de beaux jours devant lui. Devant ce

constat, il y a nécessité d'accompagner ce secteur de la ferraille, qui a changé de visage depuis quelques années, avec pour objectif de garantir un avenir meilleur aux récupérateurs et une continuité dans l'entreprise de recyclage des déchets métalliques, mais aussi et surtout de la protection de notre environnement. Outre des séances de sensibilisation, des appuis conseils, sous forme de cycles de formation ou d'animation à l'endroit de tous les acteurs de la ferraille, sont aujourd'hui indispensables. Sans cela, les pratiques pour avoir accès à ces ferrailles, aussi vieilles, aussi usées soient-elles deviennent de plus en plus sans limite et même inciviques. En effet, d'aucuns vont même jusqu'à subtiliser les bouches d'égout sans en mesurer les conséquences sur le réseau d'assainissement des eaux usées et pluviales. Notons qu'en 2018, un rapport de la Banque Mondiale estimait que



Une marmite issue de la refonte des métaux

L'Afrique devrait produire trois fois plus de déchets à l'horizon 2050. "L'Afrique subsaharienne a généré 174 millions de tonnes de déchets en 2016, avec un taux de 0,46 kilogramme par habitant et par jour", précise le rapport. Toujours selon ce rapport de la Banque Mondiale, en Afrique subsaharienne, 69% des dé-

chets sont déversés à ciel ouvert et souvent brûlés. 24% des déchets sont éliminés sous une forme quelconque et environ 7% d'entre eux sont recyclés ou récupérés. Par exemple, à Niamey, capitale du Niger, des déchets sont laissés dehors ou jetés dans des égouts par les habitants, faute d'un ramassage et d'une gestion

régulière, entraînant une pollution des sols, des blocages des caniveaux, qui entraînent des inondations et des maladies pour les habitants contraints de vivre proche de ces quartiers. Une bonne gestion des déchets est donc indispensable pour endiguer les problèmes sanitaires.

Mahamadou Diallo

Comment les métaux de smartphone sont récupérés et reconditionnés

Comment récupérer et reconditionner les métaux souvent précieux contenus dans nos mobiles. Une PME normande intègre la chaîne du retraitement des déchets électriques et électroniques. Les opérateurs télécoms s'investissent aussi dans la récupération de téléphones mobiles usagés.

Le constat est simple: les métaux qui servent à fabriquer les téléphones mobiles ne sont pas inépuisables. Or, il y aurait en France, par exemple, plus de 100 millions de téléphones portables inutilisés dormant dans les tiroirs!

"Les industriels sentent la rareté du métal", constate Serge Kimbel, le directeur général de Morphosis, la première entreprise à intégrer toute la chaîne du retraitement des déchets électriques et électroniques en France.

"Il y a vraiment une seconde vie. (...) Les matières qui arrivent dans notre usine sont transformées sous forme de sels et permettent la fabrication d'autres objets", explique Serge Kimbel. "Le métal que l'on produit aujourd'hui est réinjecté principalement chez des industriels français, dans le domaine du solaire par exemple, dans le domaine des contacteurs, dans le domaine des batteries..." ajoute

le dirigeant de cette PME. Morphosis emploie 50 personnes sur deux sites plutôt discrets, près du port du Havre. Le



Des carcasses d'ordinateurs et de smartphones prêtes à être réduites en pièces afin d'en récupérer les précieux matériaux

premier, un hangar, sert surtout au tri et aux différents tests. C'est dans le second site, une petite usine sécurisée installée dans les anciens abattoirs de la ville, que l'on récupère la quarantaine de métaux contenus dans les appareils: surtout du

cuivre, mais aussi de l'argent, du palladium, du cobalt, de l'étain, du tungstène, du platine, un peu d'or...

On fait concrètement subir aux cartes électroniques une succession de traitements thermiques, chimiques et mécaniques, pour dissocier les

La filière intéresse aussi les opérateurs télécoms, qui sont les principaux vendeurs de mobiles et se veulent responsables en termes environnementaux. Parmi les attentes des clients, "l'environnement (...) est extrêmement important" argumente Christine Albanel, chargée de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) à Orange. L'opérateur historique veut récupérer d'ici 2020, "par des offres commerciales intéressantes", 30 téléphones usagés pour 100 appareils placés auprès de ses clients français, contre "autour de 20" aujourd'hui.

Morphosis récupère les métaux de téléphones africains

Une partie de ces mobiles est reconditionnée et revendue d'occasion, notamment en Afrique. Orange -très présent sur ce continent- et Emmaüs y ont d'ailleurs lancé en 2010 un système de collecte de vieux appareils en s'appuyant sur Les Ateliers du Bocage. Cette entreprise solidaire de l'Ouest de la France est

spécialisée dans la collecte et le réemploi des équipements électroniques et bureautiques.

L'association est présente dans cinq pays (Burkina Faso, Bénin, Niger, Côte d'Ivoire, Cameroun), l'objectif étant d'ajouter un pays par an, sur ce continent où les filières de récupération des déchets sont quasi inexistantes. Morphosis a ainsi récupéré au Havre 21 conteneurs de composants issus de ces portables africains.

Il faudra accélérer la cadence si l'on veut aller plus loin dans l'économie circulaire et arriver un jour à fabriquer des appareils en n'utilisant que des matériaux recyclés, un but que s'est récemment donné le géant informatique américain Apple - sans toutefois se fixer d'échéance.

"C'est tout à fait faisable", s'enthousiasme Serge Kimbel, interrogé par l'AFP. "On essaie de prendre contact avec eux pour voir comment réintégrer les métaux qu'on récupère dans la fabrication de leurs nouveaux appareils!"

BFMBusiness avec AFP
(Jean Liou)



Marchés Publics

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
SECRETARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES MARCHÉS PUBLICS ET
DES DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC

ADDITIF N° 04 AU PLAN PRÉVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS 2019

Cet additif fait suite au PPM 2019 du Ministère de l'Équipement, validé par lettre
N°000346/MF/DGCM/EF/DSI/SPPM/DASPPM du 14 mars 2019.



DONNÉES SUR LA PASSATION DES MARCHÉS

Réf. No. (1)	Objet du marché	PRM		DONNÉES SUR LA PASSATION DES MARCHÉS																	
				GENERALITES			DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES					EVALUATION DES OFFRES			EXECUTION						
				Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Accord DGCM P/EF pour MNED (5)	Date de l'envoi du projet de DAO au CMP/EF (6)	Date de réception avis du CMP/EF (7)	Date non objection du PTF (8)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis du CMP/EF (12)	Date non objection du PTF (13)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CMP/EF et engagement comptable (15)	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)			
1	Conception, production et réalisation de supports de relations publiques	DRFM	prévision	DRP	PM						19/10/19	25/10/19	25/10/19			03/11/19	04/11/19	1 Mois	Budget National		
			réalisation																		
2	Couverture médiatique dans le cadre de l'organisation de la journée des Institutions	DRFM	prévision	DRP	PM						19/10/19	25/10/19	25/10/19			03/11/19	04/11/19	1 Mois	Budget National		
			réalisation																		
3			prévision																		
			réalisation																		
...					PM																
COÛT TOTAL PREVISION																					
COÛT TOTAL REALISATION																					
ECART PREVISION ET REALISATION																					

Le Secrétaire Général Adjoint
HASSANE SALAOU

République du Niger
Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Protection Sociale
Secrétariat Général
Projet Emploi des Jeunes et l'Inclusion Productive (PEJIP)
Unité de Coordination du Projet

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET N°05/2019/UCP/PEJIP Pour la constitution du répertoire des prestataires et divers fournisseurs du projet Emploi des Jeunes et Inclusion Productive (PEJIP)

La République du Niger a obtenu un don de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le coût du Projet Emploi des Jeunes et l'Inclusion Productive (PEJIP). Il est prévu qu'une partie du montant de ce financement soit utilisée pour effectuer les paiements au titre des contrats et commandes relatifs aux prestations diverses afin d'acquiescer les biens et services lui permettant d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés. A cet effet, et dans le cadre de la constitution du répertoire de ses potentiels prestataires et fournisseurs, le PEJIP lance le présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt pour la sélection des personnes physiques et morales (Cabinets/Bureaux d'Etudes, Fournisseurs de services et de biens, Sociétés, Etablissements, Consultants individuels).

Les principaux domaines concernés sont les suivants :

I- Fournitures de Biens et de Services

- Fournitures de bureau ;
- Consommables informatiques et bureautiques ;
- Matériels informatiques ;
- Matériels et Mobiliers de bureaux ;
- Matériels Roulants ;
- Pièces détachées et pneumatiques ;
- Matériel audio-visuel et de télécommunication ;
- Communications dans toutes ses dimensions.
- Equipement d'ateliers de menuiserie (bois, métal.)

II- Autres Prestations De Services

- Assurance et Courtage ;
- Imprimerie/Reprographie ;
- Garage de Mécanique/Electricité/Tôlerie et peinture automobile (spécialisé dans la réparation des véhicules 4*4, motos, etc.) ;
- Maintenance appareils de froid et climatisation, groupes électrogènes ;

III- Travaux de BTP

- Entretien et Nettoyage de Bâtiment et d'espace vert ;
- Ingénierie en Génie Civil/Architecture ;
- Menuiserie/Plomberie/Electricité/Peinture Bâtiment ;

IV- Documents constitutifs du dossier de manifestation d'intérêt

Les dossiers de soumission en deux (02) exemplaires dont un (01) original et une (01)

copie, marqués comme tels, rédigés en langue française et reliés en un document unique par exemplaire, doivent être présentés par thématique choisie. Un soumissionnaire ne doit excéder deux (02) domaines d'activités.

Les dossiers de soumission doivent être composés des pièces ci-après :

Pour les personnes physiques

- une lettre de manifestation d'intérêt qui précise le domaine pour lequel l'intérêt est manifesté, datée et signée de la personne qualifiée ;
- un Curriculum Vitae détaillé du Consultant avec photo ;
- une copie de chaque diplôme universitaire obtenu ;
- une note détaillée sur les expériences au cours des cinq (05) dernières années de prestations intellectuelles pertinentes sur la rubrique objet de la manifestation d'intérêt avec les attestations de bonne exécution desdites prestations émises par les commanditaires.

Pour les personnes morales (établissements, sociétés et autres structures compétentes)

- une lettre de manifestation d'intérêt pour faire partie des fournisseurs et/ou prestataires du PEJIP ;
- une présentation détaillée du cabinet/établissement/société, etc. ; appuyé par un résumé de ses principales références ;
- une photocopie légalisée de l'extrait de l'inscription au registre de commerce ;
- une attestation d'immatriculation Fiscale (NIF) ;
- des preuves des références et expériences de l'entreprise ;
- toute autre information jugée utile.

Les manifestations d'intérêt doivent être soumises au plus tard le 28 août 2019 à 10 heures à :

Unité de Coordination du Projet Emploi des Jeunes et Inclusion Productive, sis à koara kano nord, 1^{er} virage à droite après la centrale de la Nigelec, en allant vers Tillabéri, à 400 mètres, contiguë au siège de l'ONG GOAL. Niamey, téléphone : 96 49 37 14/96 96 55 80, isak_abdou@yahoo.fr.

à l'attention de Monsieur le Coordonnateur du PEJIP

Email : bassidyeni@gmail.com

Marchés Publics

République du Niger
Ministère des Finances
Direction Générale des Moyens Généraux
Direction des Marchés Publics et des Délégations de Service Public

Appel à candidature N°22/2019/DGMGIDMP/DSP relatif à l'édition du code général des impôts au profit de la Direction Générale des Impôts

1. Le présent Avis d'appel à candidature s'inscrit dans le cadre de l'exécution de l'additif n°3 du Plan Prévisionnel annuel de passation des Marchés paru dans la colonne du **sahel quotidien du mardi 25 juin 2019**.
2. Le Ministère des Finances sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises **pour l'édition du code général des impôts au profit de la Direction Générale des Impôts**.
3. La passation du Marché sera conduite par Demande de Renseignements et de Prix telle que spécifiée aux articles 50 du décret n° 2016-641/PRN/PM du 1er décembre 2016, portant code des marchés publics et des délégations de service public, et ouvert à tous les candidats éligibles.
4. Le délai de livraison du marché est de **trente (30) jours**.
5. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier de Demande de Renseignement et de Prix complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50.000) FCFA**, payable en espèce, à compter du 12 août 2019 date de publication du présent avis, auprès de la Direction des Marchés Publics et des Délégations de Service Public BP: 389 Niamey; Tel: 20 72 68 79; mail: dmarchespublics@finances.gov.ne **du lundi au jeudi, de 09 heures à 17 heures et vendredi de 09 heures à 13 heures**
6. Les offres devront être transmises en **un (1) original et deux (2) copies**, conformément aux instructions aux candidats à la Direction des Marchés Publics et des Délégations de service Public du Ministère des Finances, **au plus tard le 19 août 2019 à 09 heures**. Les offres déposées après la date et l'heure limites fixés pour la remise des offres ne seront pas acceptées.
7. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de **cent vingt (120) jours** à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 11.1 des DPDR1)
8. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le 19 août 2019 à 10 heures** dans la salle de réunion du Ministère des Finances.

Le Secrétaire Général
HABOU HAMIDINE



Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar
(ASECNA)

Avis d'Appels d'Offres National

AON: N°2019/004/ASECNAIDGRP/NI (relance)

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'Offres Ouvert National **pour la réhabilitation de la climatisation de ses installations:**

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté et retiré gratuitement à partir **du 16 août 2019 au secrétariat du Représentant de l'ASECNA au Niger-Aéroport International DIORI DAMANI - BP 1096 Niamey-Niger, Tél: 20732517/18 - 94 03 39 95**

La date limite de remise des offres au secrétariat du Représentant de l'ASECNA est fixée au 16 septembre à 14 heures précises.

Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée. Toute offre déposée à tout autre endroit à l'ASECNA, se fera aux risques du soumissionnaire et ne sera pas prise en compte.

L'ouverture des offres en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, aura lieu **le 17 septembre 2019 à 10 heures** dans la salle de réunion de la Représentation.

Le Représentant de l'ASECNA au Niger

Marchés Publics

REPUBLIQUE DU NIGER
REGION DE TAHOUA
COMMUNE DE TAMASKE

PLAN PRÉVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS 2019

DONNEES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Réf. No. (1)	Objet du marché	PRM		GENERALITES			DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES					EVALUATION DES OFFRES			EXECUTION				
				Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Accord DGCMP/EF pour MNED (5)	Date de l'envoi du projet de DAO au CMP/EF (6)	Date de réception avis du CMP/EF (7)	Date non objection du PTF (8)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis du CMP/EF (12)	Date non objection du PTF (13)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CMP/EF et engagement comptable(15)	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)	
1	acquisition de cent tables bancs	Secrétaire Général de la Commune	Prévision	DC	PM		20/04/19	27/04/19		30/04/19	07/05/19	09/05/19	16/05/19		22/05/19	25/05/19	1mois	FCSE /ANFICT	
2	achat petits matériels	SG de la commune	Prévision	DRP	PM		15/05/19	22/05/19	06/06/19	09/06/19	24/06/19	27/06/19	04/07/19	19/07/19	25/07/19	28/07/19	1mois	PPR/ANFICT	
3	construction case de passage	SG de la commune	Prévision	DC	PM		30/04/19	07/05/19		10/05/19	17/05/19	20/05/19	27/05/19		02/06/19	05/06/19	3 mois	Budget communal	
4	fonçage d'un puit cimenté	SG de la mairie	Prévision	DC	PM		15/05/19	20/05/19		24/05/19	31/05/19	04/06/19			13/06/19	18/06/19	3 mois	budget communal	
5	construction d'une centrale d'approvisionnement agricole	SG de la mairie	prévision	AOO	PM					10/10/19	10/11/19	15/11/19	22/11/19		30/11/19	07/12/19	3 mois	Pôles Ruraux/ANFICT	
6	achat plants	SG de la mairie	Prévision	AOO	PM		30/05/19			07/06/19									
7	construction de deux BIA	SG de la Mairie	Prévision	DC	PM		10/05/19	19/05/19		30/05/19	07/06/19								
COÛT TOTAL PREVISION																			
TOTAL REALISATION					#VALEUR!														
CART PREVISION ET REALISATION					#VALEUR!														

AOO : Appel d'Offres Ouvert ; AOR : Appel d'Offres Restreint ; MNED : Marché Négocié par Entente Directe ; DGCMP : Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics ; ARMP : Autorité de Régulation des Marchés Publics ; PTF : Partenaire Technique et Financier (Bailleur de fonds)

Le Maire



AVIS DE RECRUTEMENT

D'UN CONTROLEUR INTERNE REGIONAL POUR LE PROJET D'APPUI A L'AGRICULTURE SENSIBLE AUX RISQUES CLIMATIQUES (PASEC)

Le Projet d'Appui à l'Agriculture Sensible aux risques Climatiques (PASEC), constitue le premier programme de mise en œuvre du Plan d'Action de Gestion des Risques Agricoles (PAGRA) élaboré en 2014 par le HC3N avec l'appui de la Banque mondiale. Le PASEC se veut une traduction opérationnelle de la stratégie de sécurité alimentaire/nutritionnelle de l'initiative 3N (« les nigériens nourrissent les nigériens »). Les actions du PASEC contribuent également à l'atteinte des objectifs de l'Alliance mondiale pour une agriculture climato-intelligente (Climate Smart Agriculture) qui ambitionne d'amener les pratiques agricoles, les filières alimentaires et les politiques sociales à prendre en compte les changements climatiques et l'utilisation efficiente des ressources naturelles.

Ses zones d'intervention couvrent 60 communes dans cinq (5) régions : Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder.

L'objectif de développement du Projet est d'accroître la productivité agricole et la résilience à la sécheresse des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux au niveau des ménages et communautés cibles et d'améliorer les capacités du Gouvernement du Niger à répondre promptement et efficacement à toute situation de crise ou d'urgence éligible. Le PASEC est articulée autour de quatre composantes :

- **Composante 1** : Investissements pour la mise à l'échelle de l'agriculture intelligente face au climat ;
- **Composante 2** : Pratiques innovantes et amélioration des services en faveur de l'agriculture intelligente face au climat ;
- **Composante 3** : Mécanisme de réaction rapide face à l'urgence ;
- **Composante 4** : Coordination et gestion du projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le PASEC prévoit le recrutement de Contrôleurs Régionaux en vue d'améliorer la qualité de la gestion fiduciaire au niveau de ses Unités de Coordination Régionales et des communes d'intervention.

Les présents termes de référence sont relatifs au recrutement d'un contrôleur interne régional pour les régions de Tahoua et Dosso.

I. CONTENU DU POSTE

1.1. MISSIONS GENERALES: Sous la Responsabilité directe du Coordonnateur National du PASEC, les Contrôleurs Internes Régionaux mettent en œuvre leurs attributions et responsabilités conformément aux dispositions de l'accord de Crédit, la lettre de Décaissement, des lois et règlements en vigueur au Niger, des règles des manuels de procédures, d'opérations ainsi que de suivi-évaluation. A ce titre ils ont en charge la conduite des activités de contrôle interne au niveau des Unités de Coordinations Régionales du PASEC :

- Veiller aux respects des dispositions et règles contenues dans les manuels de procédures administratives, financières et comptables, d'opérations et de suivi-évaluation du projet ;
- Assurer et appuyer l'animation du dispositif de contrôle interne en apportant l'assistance technique nécessaire ;
- Préparer un programme de revue/contrôle des opérations réalisées dans chaque région couverte, sur la base de la cartographie des risques globale du Projet ;
- Conduire périodiquement, sur la base d'un programme préétabli et validé par le Coordonnateur national et l'Auditeur Interne, une évaluation indépendante du système de gestion et du respect des politiques et procédures au sein des Unités de Coordinations Régionales et des Communes d'intervention ;
- Rédiger trimestriellement un rapport de Contrôle Interne mentionnant les travaux effectués, les observations relevées, les risques financiers et proposer des recommandations visant à minimiser ces risques ;
- Identifier les dysfonctionnements et proposer des solutions pour y remédier ;
- S'assurer de la mise en œuvre des recommandations des audits externes et internes ;
- Identifier les origines des éventuelles anomalies de gestion et proposer les améliorations ;
- Identifier les insuffisances dans le contrôle interne de l'organisation et proposer des améliorations ;
- Mettre en place les outils appropriés (fiches de suivi et contrôle, etc.) pour une gestion transparente des opérations

du Projet en minimisant les risques de dysfonctionnement et de distorsions, en maîtrisant les opérations administratives, financières, comptables et les activités de terrain, en assurant la traçabilité des ressources du projet et la sécurité du patrimoine ;

- Contrôler la cohérence technico financière en recherchant le lien entre les activités sur le terrain et les finances ;
- Contrôler les procédures de passation de marchés (Unité de Coordination Régionale et Commune) ;
- Suivre l'exécution budgétaire, analyser les écarts avec les responsables régionaux ;
- Contrôler en collaboration avec les Services Administratifs et Financiers la régularité des dépenses, les états de rapprochement bancaires et la reconstitution des comptes ;
- Assurer le contrôle Qualité des DRF/ États Financiers au niveau Régional ;
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du PTBA ;
- Contribuer à la préparation et assurer le contrôle de tous les états administratifs et financiers (plan de trésorerie, situation financière par composante et par catégorie, suivi des contrats, etc.)
- Vérifier que l'acquisition des biens et des services est en conformité avec les budgets approuvés et les montants des catégories de dépenses fixées ;
- Participer à la préparation, à l'organisation et au déroulement des missions de supervision, d'évaluation et d'audit du projet ;
- Assurer le suivi de l'application des recommandations issues des missions d'audit.

1.2. MISSIONS SPECIFIQUES AU NIVEAU DES SOUS-PROJETS INTEGRES DES COMMUNES ET DU FONDS A COÛTS PARTAGES

- Exécuter diverses missions de vérification physique des réalisations des sous-projets intégrés du fonds à coûts partagés sur le terrain ;
- Suggérer des recommandations et des améliorations au fonctionnement et système liés à ces deux types d'activités dans les régions ;
- S'assurer que les livres et documents comptables sont adéquatement tenus au niveau des communes pour les sous-projets intégrés et au niveau des promoteurs/agriculteurs pour les activités du fonds à coûts partagés ;
- Produire une fois par mois une fiche des sous-projets intégrés présentant les fonds reçus en valeurs cumulées, les fonds reçus au cours du mois, les dépenses effectuées et les soldes de trésorerie en cohérence avec les relevés bancaires ;
- Conduire l'évaluation de la mise en œuvre et l'efficacité des objectifs des sous-projets intégrés et du fonds à coûts partagés ;

1.3. PROFIL DU CONTROLEUR INTERNE REGIONAL

a) Niveau académique :

• Avoir au moins le niveau **BAC+4 en Audit ou Contrôle de Gestion** et/ou finance, comptabilité ou tout autre diplôme équivalent ;

b) Expériences professionnelles :

- Avoir une expérience pratique d'au moins 5 ans en Audit, Contrôle Interne ou contrôle de gestion ;
- Posséder une expérience professionnelle obligatoire de 3 ans au moins en cabinet d'audit ou dans un projet de développement.

Exigences particulières

- De solides connaissances en comptabilité finance, en système d'organisation, en contrôle interne et en audit dans le domaine de la gestion de projet ;
- Une bonne maîtrise des principaux logiciels (Word, Excel, Power Point, Internet) ;
- Avoir une bonne connaissance des projets de développement et les procédures des bailleurs (BM, BAD, FIDA, AFD, BOAD...etc.)
- La capacité à exploiter les informations financières ;
- La capacité à déceler les erreurs et à rechercher les sources d'informations pertinentes ;
- Avoir un esprit d'analyse et une très grande capacité rédactionnelle.

II. TYPE DE CONTRAT ET DUREE

2.1 TYPE DE CONTRAT

Tous les experts auront un statut de consultant en conformité avec les directives « sélections et emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale Edition Janvier 2011 »

2.2 DUREE DU CONTRAT

La durée initiale du contrat est d'un (01) an renouvelable pendant une période maximale égale à la durée du Projet sous réserve d'évaluation satisfaisante des performances chaque année. Une évaluation de la performance du contrôleur interne sera faite dans les six (6) premiers mois et jointe au rapport semestriel du projet, par la suite les évaluations se feront annuellement et serviront de base au renouvellement du contrat.

LIEU D'AFFECTATION : Le Contrôleur Interne sera affecté à Dosso ou Tahoua et travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du projet au niveau des deux régions.

PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION: Le recrutement se fera suivant la méthode de sélection de consultants individuels conformément aux Directives de la Banque Mondiale pour la Sélection et l'Emploi de Consultants, (Section V édition Janvier 2011 révisé Juillet 2014). La sélection se fera en deux étapes, une étape d'étude de dossier qui évaluera la formation académique et les expériences à l'issue de laquelle une liste courte des candidats qui remplissent les critères sera élaborée et une étape d'interview qui évaluera les connaissances techniques, professionnelles ainsi que les qualités personnelles des candidats. Le choix final qui portera sur l'un des candidats retenus à l'étape précédente se fera sur la base des résultats de cette seconde étape.

CONDITIONS D'EMPLOI : Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet. S'agissant d'un poste contractuel, il reste entendu que le recrutement de candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions ci-après de la clause 1.13 (d) des Directives 'Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la Banque et des Crédits et Dons de l'AID, datée de Janvier 2011 qui précisent que les représentants du gouvernement et les fonctionnaires peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'un bureau de consultants, uniquement (i) s'ils sont en congés sans solde; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé; et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêt (voir paragraphe 1.9 des mêmes Directives).

Dossier de candidature: Les candidats intéressés doivent fournir :

- une (01) lettre de motivation,
- un (01) curriculum vitae détaillés et actualisé (daté et signé),
- une (01) copie légalisée de l'acte de naissance ou jugement supplétif,
- une (01) copie légalisée du certificat de nationalité,
- un (01) extrait de casier judiciaire datant de moins trois (03) mois à la date du dépôt du dossier,
- une (01) copie légalisée des diplômes de formation et des certificats,
- une copie légalisée des différentes attestations de travail attestant l'expérience du candidat.

Ils peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au jeudi de 8 h à 17 h 30mns et le vendredi de 8 h à 13 h.

Projet d'Appui à l'Agriculture Sensible aux Risques Climatiques (PASEC)

Unité Nationale de Coordination

Tél : 20 35 00 68/ E-mail : pasec@pasec-niger.org

Lieu de dépôt des dossiers

Les candidats intéressés peuvent déposer leur dossier en un exemplaire placé dans une enveloppe portant la mention «Recrutement d'un Contrôleur interne Régional pour le PASEC ».

Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse ci-dessus **au plus tard le 20 août 2019 à 17 heures.**

● Burkina Faso/renforcement de la sécurité nationale

Lancement des activités du Mécanisme national d'Alerte précoce et de réponse

Présidée par S.E.M Christophe Dabire, Premier ministre du Burkina Faso, la première réunion du Conseil d'orientation et de suivi du Centre national d'alerte précoce et de réponse s'est tenue le 8 août 2019 à Ouagadougou, au Burkina Faso, en présence de Madame Finda Koroma, Vice-présidente de la Commission de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Dans ces propos liminaires, la Vice-Présidente a félicité le Gouvernement du Burkina Faso pour les importants efforts déployés dans la mise en place du Centre national dans un contexte régional marqué par la multiplicité des menaces. Elle a ainsi rappelé la Décision prise par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO au cours de la 45e Session ordinaire, tenue à Accra le 14 juillet 2014 qui a permis

l'adoption du Cadre stratégique pour la mise en place des Mécanismes nationaux d'alerte précoce et de réponse aux menaces sécuritaires afin de permettre une réaction diligente des Etats face aux menaces et crises. Tout en saluant les résultats obtenus, Madame KOROMA a appelé l'équipe du Centre à collaborer avec les différentes structures nationales en charge de la sécurité des populations et a exhorté le personnel à mettre en place une

stratégie de gestion et de mobilisation des ressources permettant de jouir d'une certaine autonomie financière. « Je fonde l'espoir qu'à terme la Communauté relève les défis sécuritaires afin de permettre aux populations de vivre dans un environnement sécurisé et pacifié pour un développement durable » a conclu Madame KOROMA.

Le Premier ministre du Burkina Faso, S.E.M DABIRE, a dans son allocution, remercié la CEDEAO pour l'appui technique et financier dont le Centre national du Burkina a bénéficié pour son opérationnalisation. Il a insisté sur l'importance du Centre national d'Alerte précoce et de Réponse qui en tant que structure à caractère stratégique, a

pour rôle d'accompagner le gouvernement dans le renforcement de la sécurité nationale. Dans ce cadre, S.E.M DABIRE s'est engagé à apporter un appui financier pour le bon fonctionnement du Centre et à réviser le statut du personnel.

Le Premier ministre DABIRE a, par ailleurs, assuré la Vice-Présidente du soutien de son gouvernement au processus de réformes institutionnelles en cours. Cette cérémonie d'ouverture a vu la participation de plusieurs membres du Gouvernement burkinabè notamment, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, le Ministre de la Sécurité, le Ministre du Déve-

loppement de l'Economie numérique et des Postes, le Ministre des Infrastructures, le Ministre de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire et la Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, chargé du Budget ainsi que des représentants d'organisations de la société civile.

La délégation de la Commission de la CEDEAO conduite par sa vice-présidente, Madame Finda KOROMA, était composée de Monsieur Mohamed Diakité, Représentant Résident de la CEDEAO au Burkina Faso, de Madame Maimouna Konaté, Chef de la Division Analyse, à la Direction de l'Alerte Précoce, et du Colonel Joseph Kouamé Atoumgré, Chef de la Composante militaire chargé de l'Evaluation Stratégique et de la Doctrine.

A noter que c'était en décembre 2015 à Abuja, au Nigeria, que le 48ème sommet ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation régionale a définitivement entériné le projet de mise en œuvre des mécanismes nationaux d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO dans les Etats membres en adoptant le Règlement relatif à sa mise en œuvre. Les pays pilotes de ce projet sont la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Guinée-Bissau, le Mali et le Burkina Faso.

(Source : CEDEAO)

● Au Burkina Faso, le PAM va soutenir les milliers de personnes déplacées suite au terrorisme

Le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, a déclaré mardi, à Ouagadougou que son organisation va soutenir les efforts du Burkina Faso dans la prise en charge des milliers de déplacés internes à cause du terrorisme.

Une montée de l'insécurité dans certaines parties du Burkina Faso plonge le pays dans une situation humanitaire préoccupante. Le nombre des déplacements internes au Burkina Faso a été multiplié par cinq depuis décembre 2018 avec près de 240 000 personnes connues officiel-

lement pour avoir été contraintes d'abandonner leur maison et moyens d'existence. L'insécurité perturbe l'agriculture et le commerce, exposant les populations à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Le président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu en audience mardi David

Beasley, selon un communiqué de la Présidence. "Nous avons eu une rencontre très fructueuse avec le président du Faso. Nous sommes venus voir comment nous pouvons apporter notre soutien au peuple burkinabè dans la situation difficile qu'il traverse", a indiqué David Beasley à sa sortie d'audience.

Pour lui, il est impérieux de mener la lutte contre l'insécurité alimentaire, dans ces moments difficiles, en vue de donner

de l'espoir aux jeunes, et éviter qu'ils soient enrôlés par les terroristes. "Nous devons travailler à ce que ces jeunes puissent manger à leur faim et avoir des emplois décents", a-t-il ajouté. David Beasley, au cours de son séjour au Burkina Faso, se déplacera sur le terrain pour faire le constat et échanger avec les leaders politiques, les responsables coutumiers et religieux et la population, pour évaluer la situation alimentaire.

(Xinhua)

● Tunisie/Présidentielle

26 candidatures validées sur une centaine

Vingt-six candidatures à la présidentielle tunisienne anticipée du 15 septembre ont été validées et 71 écartées, au terme d'un examen préliminaire des dossiers, a annoncé mercredi l'Instance chargée des élections en Tunisie (Isie). Les personnes dont le dossier a été rejeté peuvent déposer un recours sous 48 heures devant le tribunal administratif, qui sera appelé à trancher d'ici le 31 août, date à laquelle doit être publiée la liste finale des candidats, a ajouté lors d'une conférence de presse, Nabil Baffoun, président de l'Isie.

Parmi les candidatures rejetées figure celle de Mounir Baatour, qui se présente comme défenseur des droits des LGBTQ, bien qu'il soit contesté au sein de cette communauté. La candidature de cet avocat revendiquant ouvertement son homosexualité aurait constitué une première dans l'histoire du pays et du monde arabe. "Le dossier de

Mounir Baatour n'a pas été validé parce qu'il n'a pas recueilli les 10.000 signatures d'électeurs inscrits", comme cela est requis, a dit à l'AFP la porte-parole de l'Isie, Hassna Ben Slimane.

Chaque candidat doit disposer du parrainage de 10 députés, 40 maires ou de 10.000 électeurs inscrits dans au moins 10 circonscriptions. D'autres candidatures

ont été rejetées pour absence de garantie financière, le seuil ayant été fixé à 10.000 dinars (environ 3.200 euros), a ajouté M. Ben Slimane. Seules deux femmes figurent dans la liste des 26 candidatures validées: l'ancienne ministre du Tourisme, Salma El-loumi, et Abir Moussi, une passionaria du régime du dictateur déchu Zine el Abidine Ben Ali et présidente du Parti destourien libre.

La candidature de l'homme d'affaires et magnat des médias, Nabil Karoui, a également été retenue. M. Karoui, un personnage controversé, est présenté comme un adversaire de taille pour le Premier ministre Youssef Chahed, candidat du parti Tahya Tounes,

récemment fondé. A aussi été validée la candidature d'Abdelfattah Mourou, du parti d'inspiration islamique Ennahdha. M. Mourou occupe temporairement la présidence du Parlement en lieu et place de Mohamed Ennaceur, devenu chef d'Etat par intérim après le décès le 25 juillet de Béji Caïd Essebsi.

Le ministre de la Défense, Abdelkrim Zbidi, sera également sur la ligne de départ, et celui-ci pourrait se révéler être un candidat majeur. Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 15 septembre, la campagne officielle devant se tenir entre le 2 et le 13. Les résultats de ce premier tour seront annoncés le 17 septembre, selon le calendrier électoral de

l'Isie. La date du second tour n'est pas encore déterminée.

Prévue en fin d'année, cette élection a été anticipée à la suite du décès de M. Caïd Essebsi, qui en 2014 a été le premier président démocratiquement élu au suffrage universel de l'histoire moderne de la Tunisie.

Ce pays pionnier des Printemps arabes de 2011 est parvenu jusqu'ici à poursuivre sur la voie de la démocratisation. Ce scrutin présidentiel et les législatives prévues durant l'automne seront toutefois cruciaux pour l'avenir de cette jeune démocratie, qui reste confrontée à d'importantes difficultés économiques et sociales.

AFP)



Marchés Publics

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DE LA SANTÉ
PUBLIQUE
HOPITAL GENERAL DE REFERENCE
Etablissement Public à caractère
Administratif

Avis d'Appel d'Offres Ouvert National

N°005/2019/HGR/DAF/SPMP/DSP/SI

pour l'acquisition et l'installation des matériels de radiographie



1. Le présent Avis d'Appel d'Offres fait suite au Plan Prévisionnel annuel de Passation des Marchés paru dans le journal **Le Sahel Quotidien N° 9668 du 07 février 2019**.

2. Le Directeur Général de l'Hôpital Général de Référence (DG/HGR) sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'Appel d'Offres Ouvert **N°005/2019/HGR/DAF/SPMP/DSP/SI pour l'acquisition et l'installation des matériels de radiographie**.

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres Ouvert tel que défini dans le Code des Marchés Publics et des Délégations de Service Public aux articles 29 à 39 et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Service de Passation des Marchés de l'HGR et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après (**Hôpital Général de Référence ; Bâtiment administratif ; 1^{er} Etage/numéro du Bureau : 2032**) les jours ouvrables de 9h à 16h du lundi au jeudi et le vendredi de 9 heures à 12 heures.

5. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales ou groupements desdites personnes en règle vis-à-vis de l'Administration (voir DPAO) pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension.

6. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable, auprès du Service Passation des Marchés

Publics et Délégation de services Publics moyennant le paiement d'un montant non remboursable de **deux cent mille (200 000) F.CFA**.

7. Les offres présentées en un **original et trois (3) copies**, conformément aux Instructions aux Soumissionnaires devront parvenir ou être remises au Bureau Service Passation des Marchés Publics et Délégation de Services Publics (Bâtiment administratif ; 1^{er} Etage/numéro du Bureau : 2032) **au plus tard le 16 Septembre 2019 à 10 h00 mn (heure locale) ;**

8. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de **quatre millions cinq cent mille (4 500 000) FCFA**.

9. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de Cent Vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 18.1 des IC et aux DPAO.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le 16 septembre 2019 à 10h30 mn** dans la salle de réunion de l'Hôpital Général de Référence (HGR).

11. Les offres reçues hors délai seront rejetées. Conformément à l'article 32 du décret 2016-641 PRN/PM/ARMP du 1^{er} décembre 2016, le dépôt des offres séance tenante n'est pas autorisé.

12. Par décision motivée, l'Administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent Avis d'Appel d'Offres.

Le Directeur Général
Médecin Colonel OUMARA MAMANE



Marchés Publics

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DE LA SANTÉ
PUBLIQUE
HOPITAL GENERAL DE REFERENCE
Etablissement Public à caractère
Administratif

Avis d'Appel d'Offres Ouvert National

N°006/2019/HGR/DAF/SPMP/DSP/C.RADIO

pour la fourniture des consommables de radiologie et imagerie médicale



1. Le présent Avis d'Appel d'Offres fait suite au Plan Prévisionnel annuel de Passation des Marchés paru dans le journal **Le Sahel Quotidien N° 9668 du 07 février 2019**.

2. Le Directeur Général de l'Hôpital Général de Référence (DG/HGR) sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'Appel d'Offres Ouvert **N°006/2019/HGR/DAF/SPMP/DSP/C.RADIO pour la fourniture des consommables de radiologie et imagerie médicale**.

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés Publics et des Délégations de Service Public aux articles 29 à 39 et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Service de Passation des Marchés de l'HGR et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après (**Hôpital Général de Référence ; Bâtiment administratif ; 1^{er} Etage/numéro du Bureau : 2032**) les jours ouvrables de 9h à 16h du lundi au jeudi et le vendredi de 9 heures à 12 heures.

5. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales ou groupements desdites personnes en règle vis à vis de l'Administration (voir DPAO) pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension.

6. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable, auprès du Service Passation des Marchés

Publics et Délégation de services Publics moyennant le paiement d'un montant non remboursable de cent **cinquante mille (150 000) F.CFA**.

7. Les offres présentées en un **original et trois (3) copies**, conformément aux données particulières de l'Appel d'Offres devront parvenir ou être remises au Bureau Service Passation des Marchés Publics et Délégation de Services Publics (Bâtiment administratif ; 1^{er} Etage/numéro du Bureau : 2032) **au plus tard le 16 Septembre 2019 à 9h30 mn (heure locale) ;**

8. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d'un montant **d'un millions cinq cent mille (1 500 000) FCFA**.

9. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de Cent Vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 18.1 des IC et aux DPAO.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le 16 septembre 2019 à 10h00 mn** dans la salle de réunion de l'Hôpital Général de Référence (HGR).

11. Les offres reçues hors délai seront rejetées. Conformément à l'article 32 du décret 2016-641 PRN/PM/ARMP du 1^{er} décembre 2016, le dépôt des offres séance tenante n'est pas autorisé.

12. Par décision motivée, l'Administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent Avis d'Appel d'Offres.

Le Directeur Général
Médecin Colonel OUMARA MAMANE

Les compléments alimentaires pour protéger le cœur seraient inutiles

Sélénium, bêta-carotène, vitamines, antioxydants... Un peu plus de deux Français sur dix prennent régulièrement des compléments alimentaires. L'objectif? Avoir une meilleure mine, de beaux cheveux ou encore améliorer sa santé cardiovasculaire. Pourtant, de plus en plus d'études montrent que ces produits ne sont pas efficaces. La dernière en date, publiée le 9 juillet dans la revue *Annals of Internal Medicine*, souligne une nouvelle fois l'inutilité de la majorité des compléments alimentaires, en particulier en matière de santé cardiovasculaire.

L'étude a inclus les données de 277 études de type «essai randomisé contrôlé». Un terme un peu barbare qui désigne des études dans lesquelles les participants sont répartis dans deux groupes où l'un reçoit le produit à tester, l'autre non. La distribution se fait au hasard afin de garantir l'homogénéité entre les deux groupes (régime alimentaire, hygiène de vie...). Ici, les études analysées portaient sur 16 compléments alimentaires dont des vitamines, des minéraux, des antioxydants ou encore des oméga 3.

Résultats? Rien n'indique que ces produits protègent des maladies cardiovasculaires (infarctus, AVC, maladies coronariennes...) ou du risque de décès. «La panacée ou le remède universel que les gens recherchent n'est pas là», affirme le Pr Erin Michos dans un communiqué de presse, auteur de l'étude et professeur de médecine à l'université Johns Hopkins (États-

Unis). «Les gens devraient plutôt chercher à obtenir leurs nutriments à partir d'une alimentation bénéfique pour le cœur, parce que les données montrent que la majorité des adultes en bonne santé n'a pas besoin de prendre de compléments alimentaires».

Comme bien souvent en matière de nutrition, rien ne remplace une alimentation complète. Comme le rappelle le site *Mangerbouger.fr*, il faut «consommer au moins 5 fruits et légumes par jour, pour leurs apports en vitamines, minéraux, fibres».

Or sous prétexte de prendre des compléments alimentaires, certains peuvent être tentés de négliger cet objectif. «Prendre des compléments alimentaires ne devrait pas être une excuse pour manger n'importe comment», avertit le Pr Luc Cynober, professeur de nutrition à l'université Paris Descartes et chef du service de biochimie à l'hôpital Cochin.

Utiles en cas de carence pathologique. Cependant, dans des cas bien particuliers, ils peuvent être utiles. «On distingue deux types de compléments alimentaires. Dans un cas, on remédie à une carence, dans l'autre, on recherche un effet en utilisant des doses au-dessus de ce que l'on retrouve dans la nature», détaille le Pr Cynober, auteur par ailleurs du livre *Tout sur les compléments alimentaires*.

Certaines carences peuvent apparaître dans le cas de certaines pathologies comme les cancers, par exemple. «Prendre des compléments alimentaires peut vous aider lorsque vous

êtes en carence pathologique», explique le Pr Safi Khan, auteur principal de l'étude.

En revanche, lorsque l'origine de la carence est uniquement une alimentation déséquilibrée, la complémentation n'est pas la solution, d'après les médecins. «Je ne conseillerais pas de prendre des compléments alimentaires au lieu d'adapter son alimentation», estime le chercheur.

Même sans efficacité scientifique prou-

vée, le marché des compléments alimentaires se porte bien: en 2018, en France, ces entreprises ont engrangé plus de 1,9 milliard d'euros de chiffre d'affaires, selon le Syndicat national des compléments alimentaires.

Malgré l'interdiction de faire figurer des allégations thérapeutiques, la vente de compléments alimentaires destinés à la santé a connu une augmentation de 4,6% en pharmacie l'année dernière. «Les gens sont prêts à mettre de l'argent pour vivre mieux et plus longtemps», indique le Pr Cynober. «Encore faut-il qu'ils soient orientés vers les bons produits.»

(Le Figaro.fr)



RECTIFICATIF

Dans le cadre de la publication d'un Appel d'Offres International pour le transport des vivres dans la Commune de N'Guiguimi/Diffa paru dans le journal le **Sahel n°9769 en date du 13 août 2019**, DRC Niger informe les soumissionnaires potentiels que la date de clôture initialement prévue pour le **28 août 2019 est prolongé jusqu'au 03 septembre 2019 à 10h00** et l'ouverture aura lieu le même jour à 11h00.

DRC NIGER vous remercie de votre compréhension.

INCROYABLE MAIS VRAI Il meule le coffre-fort qu'il a volé et provoque un incendie

Mardi dernier, les sapeurs-pompiers de l'Aisne ont été appelés pour un feu de champ à Laon, à une soixantaine de kilomètres au nord de Reims. À l'origine de ce feu : un homme qui a volé un coffre-fort et qui a décidé de l'ouvrir grâce à une meule en plein milieu du champ.

Ce que n'avait sans doute pas prévu le voleur, c'était que cela provoquerait des étincelles, déclenchant un incendie. Pire, en intervenant, les pompiers ont découvert qu'à l'intérieur du coffre-fort se cachait un détecteur de plomb par fluorescence. Utilisé afin de détecter la présence de plomb dans les peintures, ce genre d'objet contient une source radioactive scellée. Le fait que le voleur ait dérobé ce coffre-fort dans une société de diagnostic immobilier explique cette trouvaille.

H O R O S C O P E

<p>BELIER</p> <p>21 mars - 19 avril</p> <p>La pleine lune vous conseille de regarder devant vous, de vous préoccuper de votre avenir ! N'hésitez pas à vous relier à votre entourage (proches, amis) pour tirer ensemble allégrement de plans sur la comète !</p>	<p>TAUREAU</p> <p>20 avril - 20 mai</p> <p>Vous avez envie de changer ? Sautez le pas et n'hésitez pas à vous renseigner avant de vous lancer. Vous devrez faire des efforts de collaboration, bon gré mal gré, évitez de vous emballer prématurément, restez réceptif. Vous devrez faire face à des remarques, des critiques. Évitez les réactions impulsives.</p>	<p>GEMEAUX</p> <p>21 mai - 21 juin</p> <p>La pleine lune vous invite expressément à exprimer et affirmer vos ambitions. Une mise en lumière à exploiter pour montrer de quoi vous êtes capable et conforter votre autorité en la matière !</p>	<p>CANCER</p> <p>22 juin - 22 juillet</p> <p>La pleine lune vous invite à demander qu'on vous accorde une prime, un bonus, une rente. Profitez de votre rayonnement actuel pour tenter votre chance (sans en abuser toutefois) !</p>
<p>LION</p> <p>23 juillet - 21 août</p> <p>Vous pouvez compter sur votre flair pour faire susciter des relations amicales, fécondes pour l'avenir. Vous recadrez vos objectifs, une mise au point vous permet d'être plus précis encore dans vos projections.</p>	<p>VIERGE</p> <p>22 août - 21 sept.</p> <p>La pleine lune vous encourage (3ème décan surtout) à oeuvrer pour la collectivité, à vous mettre ou rester au service d'une cause qui vous dépasse ! Obéissez sans cependant oublier de vous mettre de temps à autre sur pause !</p>	<p>BALANCE</p> <p>22 sept. - 22 oct.</p> <p>Aujourd'hui, vous laissez passer les tensions, vous vous tournez vers la sérénité et ouvrez votre cœur en toute authenticité. Cette attitude vous sera grandement profitable et vous permettra de consolider les liens existants. La plénitude est au rendez-vous !</p>	<p>SCORPION</p> <p>22 oct. - 21 nov.</p> <p>La pleine lune vous conseille de ne pas négliger de prendre soin des vôtres. Le moment peut-être idéal pour décrocher et prendre des vacances ?</p>
<p>SAGITTAIRE</p> <p>22 nov. - 21 dec.</p> <p>La pleine lune vous invite expressément à communiquer. C'est sans doute le moment idéal pour relancer des débats qui s'éternisaient depuis juillet !</p>	<p>CAPRICORNE</p> <p>22 dec. - 20 janvier</p> <p>Une pleine lune qui vous pousse à réclamer ce qu'on vous doit et notamment la reconnaissance de vos mérites. N'hésitez pas à mettre en valeur, en avant vos talents sans toutefois "en faire des caisses".</p>	<p>VERSEAU</p> <p>21 janv. - 18 février</p> <p>Échanges détendus, discussion décisive, ambiance chaleureuse entre amis et en famille, moments de complicité avec votre chéri. De plus, la pleine lune vous invite à cultiver vos échanges, à faire un pas vers l'autre. Histoire sans doute de lui montrer à quel point vous avez raison !</p>	<p>POISSONS</p> <p>19 fev. - 20 mars</p> <p>La pleine lune vous conseille d'assurer l'intendance, d'assumer vos responsabilités par rapport à la collectivité (famille, entreprise) ! Pas de vous tuer à la tâche !</p>

PHARMACIES DE GARDE

Du Samedi 10 Août 2019
au Samedi 17 Août 2019

☞ Goroual	☞ Remède
☞ As Samad	☞ Dan Gao
☞ Gobi	☞ Aïr
☞ Fassa	☞ Cité Fayçal
☞ Vidal	☞ Any Koara
☞ Ridwane	☞ Nour
☞ Plateau 2	☞ Grand Marché
☞ Château 1	☞ Espoir
☞ Zam Zam	☞ Tajeje
☞ Sabo	☞ Renouveau
☞ Askia	☞ Harobanda
☞ Kasseye	☞ Pop. Hôpital
☞ Cité Caisse	(sauf les dimanches)

NUMEROS UTILES

Renseignements :	12
Réclamations :	13
SAMU :	15
Police Secours :	17
Sapeurs Pompiers :	18
Hôpital :	20 72 22 53
Médecins de nuit :	20 73 47 37

Championnat CECFA U15 en Erythrée

Les Kenyans veulent apprendre lors du tournoi

L'équipe kényane des moins de 15 ans cherchera à tirer des leçons utiles lorsqu'elle participera au tout premier championnat du CECFA des moins de 15 ans qui se déroulera à Asmara, en Erythrée, à partir du 16 août. Le sélectionneur, Sagar Lakhani, a déclaré que le championnat donnerait à l'équipe une plate-forme pour se mesurer aux équipes régionales, ce qui leur donnerait la possibilité d'apprendre et de s'améliorer.

Pour rester dans le jeu plus longtemps, vous devez en profiter. " Le Kenya jouera contre le pays hôte, l'Erythrée, le Burundi et la Somalie. Ils entameront leur campagne contre

la Somalie le 16 août avant de jouer contre le Burundi lundi et de terminer leur campagne contre le pays organisateur, le 23 août prochain.

CAF

« L'équipe est en forme et nous sommes impatients à l'avance pour ce championnat. Nous avons une bonne équipe et notre objectif est d'apprendre le plus possible. C'est un moyen de préparer les garçons à l'avenir alors que

nous évaluons une plate-forme sur laquelle bâtir", a noté le tacticien

Il ajoute chercher "à jouer au football de manière divertissante et excitante et j'ai besoin que les garçons aiment et apprécient cette expérience.

Les somaliens en route pour Asmara

L'équipe somalienne des moins de 15 ans, les jeunes de Ocean Stars, s'est envolée vers Asmara pour la première édition du championnat CECFA des moins de 15 ans. Le président de la Fédération somalienne de football (SFF), Abdiqani Said Arab, ainsi que des membres du comité exécutif de la SFF, des autorités de clubs et du football ont assisté au départ de l'équipe à l'aéroport international Aden Abulle de Mogadiscio.

« Dans la région CECFA, nous avons plusieurs fois eu des tricheurs liés à l'âge lors de compétitions de jeunes. Nous avons donc décidé de former des enfants talentueux pour les préparer aux compétitions des moins de 17 ans au cours des deux prochaines années", a déclaré le président de la SFF. Onze pays de la région CECFA participeront à la première édition du championnat U-15 : la Somalie, l'Ethiopie, le Kenya, le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan du Sud, la Tanzanie, le Soudan et Djibouti et l'Erythrée, pays organisateur. La Somalie fait partie du groupe A avec le Burundi, le Kenya et l'Erythrée. Les jeunes Ocean Stars affronteront le Kenya lors du match d'ouverture le 16 août 2019. Tous les matches seront disputés au stade national d'Asmara jusqu'au 1er septembre 2019.

CAF

Etude de Maître OUMARA MAMADOU -Notaire,
Immeuble ALFATA OULD MOHAMED
292, Avenue de L'Aréwa BP : 11.716 Niamey Niger Tel: 20.73.27.56

AVIS DE PERTE

Avis est donné par Maître OUMARA MAMADOU, Notaire à Niamey, B.P: 11.716 Tel: 20.73.27.56, Immeuble ALFATA OULD MOHAMED, Avenue de l'AREWA, de la perte de l'acte de cession d'immeuble non bâti objet de la parcelle n°E de l'ilot 2995Ter du lotissement Bani Fandou objet de l'acte de cession n°76797 d'une superficie de quatre cents (400) mètres carrés au nom de Monsieur Maliki Mamoudou.

Toute personne qui l'aurait retrouvé ou qui le détiendrait pour une cause quelconque est priée de bien vouloir le déposer à l'Etude du Notaire ci-dessus indiqué ou au service des affaires domaniales de la Communauté Urbaine de Niamey.

Le Notaire Maître OUMARA MAMADOU

AVIS DE PERTE

Avis est donné par l'Etude de Maître DODO DAN GADO Haoua, Notaire à la résidence de Niamey, 780, Avenue de la Mairie (NB 10) B.P 2222, Tel: 20 73 90 90 (République du Niger) de la perte de l'acte de cession portant sur la parcelle F de l'ilot 7035, sise à Niamey, lotissement BAANI KOUBAY au nom de Madame LOROFI Marie.

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé, de bien vouloir le déposer à l'Etude ci-dessus indiquée ou à la Direction Générale de la SONUCI SA à Niamey.

Maître DODO DAN GADO Haoua

LE SAHEL

Place du Petit Marché ;
BP 13182 Niamey (R. Niger)
Tél : 20 73 34 86/87 ; Télécopieur : 20 73 30 90
E-mail : onep@intnet.ne
Site web : www.lesahel.ne

Directeur de Publication

ZAKARI ALZOUMA COULIBALY

Direction de la Rédaction et des Centres Régionaux (DR/CR)

Directeur : Assane Soumana ; 20 73 99 86
Rédacteur en chef: Siradji Sanda
Rédacteur en chef Adjt: Souley Moutari
Secrétaire de Rédaction: Oumarou Ali
Rédacteur en chef en ligne: Oumarou Moussa

Direction Technique (DT)

Directeur: Issa Madougou ; 20 73 99 87
Réd. chef informatique adjt: Inoussa Oumarou

Direction Commerciale (DC)

Directeur: Morou Hamadou 20 73 22 43
Chef service Communiqué et Pub: Alhassane Assilila

Direction Administrative et Financière (DAF)

Directrice: Mme Saidou Rahamou Tiemogo 20 73 99 85
Chef service Recouvrement: Mme Ado Haoua Hachimou

Composition : ONEP

Tirage : 5000 exemplaires

MOTS

CROISES

du



HORIZONTALLEMENT

1. Nettoyage de la ville effectué en investissement humain ;
2. Prénom masculin - Autorisé par la loi ;
3. Chanteur sénégalais - Corps simple - Péroné ;
4. Grand félin ou petite quantité - Fleur ;
5. Rusés - Tel une mer calme ;
6. Point mérités - C'est sans doute peu de chose ;
7. La femme du jour - Vieux système de négoce ;
8. Tour réduit - Gnon - Démonstratif ;
9. Continent - Vil ;
10. Remettre à plus tard ;

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

VERTICALEMENT

1. Islamiste radical ;
2. Jeune homme - Un tier indésirable ;
3. Article défini - L'eau du poète - Cours éphémère ;
4. Sans le savoir - Durillon ;
5. carnet - Arrêts obligatoires ;
6. Marquée par le passage du temps - Mouvement de foule ;
7. Glace d'Angleterre - Marque l'excès ;
8. Titane - Qui n'est pas assujéti à la religion sans être athée - Préfixe doublant ;
9. Vedette - Conjonction ;
10. Arbres quelconques ;

numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	I	B	K		R	A	P	P	E	L
2	M	O	I	S		P	R	E		I
3	M	I	L		S	T	E	R	E	B
4	O	S	T		R	E	J	E	T	A
5	N		S	A	I		U		A	N
6	D	O		M	A	H	D	I	B	A
7	I	V	G		P	U	I		L	I
8	C	S	O	N		E	C	R	I	S
9	E		A	I	E		E	U	R	E
10	S	C	L	E	R	O	S	E		S